



POLINDEX 2024

Chaire de recherche en études
parlementaires Université du Luxembourg

Note de recherche 1- Juin 2024

POLINDEX 2024- NOTE I

Analyse pré-électorale basée sur des données sociodémographiques d'après la nationalité, l'âge et/ou le vote principal potentiel aux élections européennes du 9 juin 2024

Auteurs :

Pr. Dr. Philippe POIRIER

Titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires-Université du Luxembourg

Dr Agnes DARABOS

Chercheuse auprès de la Chaire de recherche en études parlementaires-
Université du Luxembourg

La présente note ne reflète pas les points de vue de la Chambre des Députés du Luxembourg et de ses membres.

Toutes interprétations et opinions exprimées sont celles des auteurs, à savoir le titulaire de la Chaire, Pr. Dr. Philippe Poirier et les chercheurs permanents et associés à celle-ci, tous engagés à l'Université du Luxembourg.

L'Université du Luxembourg, le titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires et les chercheurs associés à celle-ci, en vertu de l'article 19 sur la Liberté académique de la Loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, votée le 13 juin 2018, procèdent à la diffusion et à la reproduction des connaissances et des résultats obtenus dans le cadre de travaux dans des ouvrages universitaires, des revues scientifiques et des notes de recherche.

L'Université du Luxembourg, le titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires et les chercheurs associés à celle-ci sont soumis au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

L'étude POLINDEX 2024, en date du 3 juin 2024, a fait l'objet d'une déclaration auprès de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) en vertu de la Loi du 14 décembre 2015 relative aux sondages d'opinion politique.

Table des matières

LE CONTEXTE DE L'ETUDE.....	- 4 -
I INTRODUCTION : POLINDEX 2024 – CADRE THEORIQUE ET OBJECTIFS.....	- 8 -
II ENVIRONNEMENT POLITICO-ECONOMIQUE ACTUEL	- 9 -
III CONFIANCE ET SATISFACTION DEMOCRATIQUE	- 13 -
IV CONTEXTE DES ELECTIONS EUROPEEN	- 20 -
V ÉLECTIONS EUROPEENNES – PREFERENCES DE VOTE.....	- 27 -
PARTENARIAT DE RECHERCHE DE POLINDEX	- 41 -

Le contexte de l'étude

L'Observatoire du Politique (POLINDEX) est une étude sociopolitique réalisée par la [Chaire de recherche en études parlementaires](#) de l'Université du Luxembourg, à la demande de la [Chambre des Députés du Luxembourg](#). Son objectif est d'établir l'état politique et social du Luxembourg, sur la base d'une enquête annuelle réalisée par la société [ILRES S.A.](#), dans une perspective comparative avec d'autres démocraties européennes (Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni).

POLINDEX vise à rendre compte, sur une base annuelle, non partisane et scientifique, des transformations possibles des valeurs individuelles et collectives (et de leurs conséquences en termes de cohésion sociale et de légitimité politique) des citoyens luxembourgeois et des résidents étrangers au Grand-Duché de Luxembourg. L'objectif est d'obtenir des résultats de recherche sur les rapports à la démocratie, aux institutions et aux organisations de la société civile, et de constituer une base de données socioculturelles, socio-économiques et sociopolitiques sur les déterminants du vote, des comportements politiques et des représentations sociales, afin d'améliorer la prise de décision au Luxembourg et en Europe.

Le questionnaire en allemand, anglais, français et luxembourgeois est téléchargeable sur le site de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA)

Cadre théorique

Le questionnaire a été construit selon trois modèles théoriques fondamentaux en sociologie politique : a) L'étude des clivages selon le modèle du politologue américain Seymour M. LIPSET et du politologue norvégien Stein ROKKAN¹ ; b) L'individuation selon le modèle du psychologue analytique suisse Carl Gustav JUNG² ; c) La relation matérialiste/post-matérialiste selon le modèle du sociologue américain Ronald INGLEHART³.

Plus précisément, des clivages sur les valeurs de différente nature diviserait les sociétés occidentales et auraient fondé les systèmes politiques des démocraties européennes. Des clivages s'articuleraient sur le rapport du politique à la religion et son corollaire, la laïcité ; sur le rapport d'un « Centre » culturel, décisionnel et économique » à ses « périphéries » sur une base à la fois sociale et territoriale ; sur le rapport du travail à la propriété et aux conditions de la production ; sur le rapport de l'urbanité et de ses sociétés industrielles, de services et de consommation à la ruralité

¹ LIPSET, Seymour Martin et ROKKAN, Stein (ed.). *Party systems and voter alignments: Cross-national perspectives*. New York: Free Press, 1967.

² JUNG, Carl G. *Man, and his symbols*. Bantam, 2012.

³ INGLEHART, Ronald. *The silent revolution: Changing values and political styles among Western publics*. Princeton University Press, 2015.

et ses pratiques et ses représentations sociales sur la communauté, sur la production et la nature.

Qui plus est avec le développement économique, des individus accorderaient moins d'importance à la sécurité matérielle et adopteraient progressivement des valeurs qui mettent l'accent sur le sentiment d'appartenance, l'autonomie individuelle et l'expression de soi. Ces valeurs dites « post-matérialistes » se diffuseraient avec le renouvellement des générations, en partant du principe que la structure de base de la personnalité tend à se cristalliser dans la jeunesse et à peu évoluer par la suite. Les individus nés et vivant dans une société d'abondance adhèreraient aux valeurs « post-matérialistes » et finiraient par cohabiter avec des générations souvent plus âgées, animées quant à elles de valeurs dites « matérialistes », c'est-à-dire exprimant leur soutien de manière plus importante à la croissance économique, aux politiques publiques de l'Etat-providence et aux principes d'autorité. Avec la généralisation du développement économique, les valeurs « post-matérialistes », et avec elles les valeurs démocratiques qui leur sont associées (puisque le besoin d'expression et l'autonomie individuelle sont antinomiques de l'autoritarisme politique), devraient se répandre dans les sociétés occidentales.

In fine, l'autonomie du sujet caractérisant la société démo-libérale engendrerait par la suite l'individuation, c'est-à-dire le processus où la personne se considère en soi comme un monde. Ses actions et ses référents sont à la fois objet de sa volonté et de sa capacité à vivre selon la force de son imaginaire. Bien plus, ses comportements et ses envies ne peuvent plus avoir de limites posées par des principes normatifs et/ou législatifs assumés collectivement et/ou la puissance publique. Le récit commun en politique et dans tous les autres domaines, serait remplacé par le récit à soi, le consumérisme et l'« égocratie », d'autant plus facilité par les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle.

Opérationnalisation

D'un point de vue opérationnel, le *MyPanel* ILRES est la base de l'enquête POLINDEX. Il compte actuellement 17.000 membres. Reconnu au niveau national et international, sa taille et la pénétration de l'Internet au Luxembourg permettent de réaliser des enquêtes représentatives de la population résidente à l'aide du système CAWI (*Computer Assisted Web Interview*). Les variables de profil utilisées pour la constitution de l'échantillon initial sont l'âge, le sexe, la région de résidence, la nationalité et l'activité professionnelle (oui vs. non). La répartition des résidents selon ces variables se fait conformément aux statistiques officielles du STATEC (Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché de Luxembourg) chaque année. Les 1.500 personnes interrogées (1.000 Luxembourgeois et 500 étrangers), rémunérées entre 10 et 15 euros, répondent à un questionnaire d'une durée de 30 à 40 minutes, comprenant 80 questions au choix en allemand, anglais, français et luxembourgeois.

Méthodologie	Echantillon	Période
Les entretiens ont été réalisés en ligne via le MyPanel de l'ILRES	1558 résidents à Luxembourg à partir de 18 ans 1058 électeurs de nationalité luxembourgeoise ayant le droit de vote pour les élections législatives. 500 résidents de nationalité étrangères exclusivement n'ayant pas le droit de vote	Du 15 au 29 mai 2024

Fehlertoleranztabelle

Lesebeispiel: In einer Stichprobe von 1000 Personen sei ein Anteil von 20% für ein Merkmal ermittelt worden.
Dann liegt der wahre Wert der Grundgesamtheit mit 95%iger Wahrscheinlichkeit im Intervall $20\% \pm 2,5\%$ also zwischen 17,5% und 22,5%.
Die Tabelle basiert auf der Formel für das Konfidenzintervall bei Zufallsstichproben mit großen Grundgesamtheiten: $K\hat{z}(p, n) \approx 196 \cdot \sqrt{(p(1-p)/n)}$
In Feldern mit '---' beträgt das Konfidenzintervall mehr als die Hälfte des Anteils und obige Formel ist nicht mehr anwendbar.

Größe der Stichprobe n=	Antellswerte in der Stichprobe																		
	1%	2%	3%	4%	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	60%	70%	80%	90%	95%
100	---	---	---	---	---	---	7,0%	7,8%	8,5%	9,0%	9,3%	9,6%	9,8%	9,8%	9,6%	9,0%	7,8%	---	---
200	---	---	---	---	---	4,2%	4,9%	5,5%	6,0%	6,4%	6,6%	6,8%	6,9%	6,9%	6,8%	6,4%	5,5%	4,2%	---
300	---	---	---	---	2,5%	3,4%	4,0%	4,5%	4,9%	5,2%	5,4%	5,5%	5,6%	5,7%	5,5%	5,2%	4,5%	3,4%	2,5%
400	---	---	---	1,9%	2,1%	2,9%	3,5%	3,9%	4,2%	4,5%	4,7%	4,8%	4,9%	4,9%	4,8%	4,5%	3,9%	2,9%	2,1%
500	---	---	---	1,7%	1,9%	2,6%	3,1%	3,5%	3,8%	4,0%	4,2%	4,3%	4,4%	4,4%	4,3%	4,0%	3,5%	2,6%	1,9%
600	---	---	1,4%	1,6%	1,7%	2,4%	2,9%	3,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,9%	4,0%	4,0%	3,9%	3,7%	3,2%	2,4%	1,7%
700	---	---	1,3%	1,5%	1,6%	2,2%	2,6%	3,0%	3,2%	3,4%	3,5%	3,6%	3,7%	3,7%	3,6%	3,4%	3,0%	2,2%	1,6%
800	---	1,0%	1,2%	1,4%	1,5%	2,1%	2,5%	2,8%	3,0%	3,2%	3,3%	3,4%	3,4%	3,5%	3,4%	3,2%	2,8%	2,1%	1,5%
900	---	0,9%	1,1%	1,3%	1,4%	2,0%	2,3%	2,6%	2,8%	3,0%	3,1%	3,2%	3,3%	3,3%	3,2%	3,0%	2,6%	2,0%	1,4%
1000	---	0,9%	1,1%	1,2%	1,4%	1,9%	2,2%	2,5%	2,7%	2,8%	3,0%	3,0%	3,1%	3,1%	3,0%	2,8%	2,5%	1,9%	1,4%
1100	---	0,8%	1,0%	1,2%	1,3%	1,8%	2,1%	2,4%	2,6%	2,7%	2,8%	2,9%	2,9%	3,0%	2,9%	2,7%	2,4%	1,8%	1,3%
1200	---	0,8%	1,0%	1,1%	1,2%	1,7%	2,0%	2,3%	2,5%	2,6%	2,7%	2,8%	2,8%	2,8%	2,8%	2,6%	2,3%	1,7%	1,2%
1300	---	0,8%	0,9%	1,1%	1,2%	1,6%	1,9%	2,2%	2,4%	2,5%	2,6%	2,7%	2,7%	2,7%	2,7%	2,5%	2,2%	1,6%	1,2%
1400	---	0,7%	0,9%	1,0%	1,1%	1,6%	1,9%	2,1%	2,3%	2,4%	2,5%	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%	2,4%	2,1%	1,6%	1,1%
1500	---	0,7%	0,9%	1,0%	1,1%	1,5%	1,8%	2,0%	2,2%	2,3%	2,4%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,3%	2,0%	1,5%	1,1%
1600	0,5%	0,7%	0,8%	1,0%	1,1%	1,5%	1,7%	2,0%	2,1%	2,2%	2,3%	2,4%	2,4%	2,5%	2,4%	2,2%	2,0%	1,5%	1,1%
1700	0,5%	0,7%	0,8%	0,9%	1,0%	1,4%	1,7%	1,9%	2,1%	2,2%	2,3%	2,3%	2,4%	2,4%	2,3%	2,2%	1,9%	1,4%	1,0%
1800	0,5%	0,6%	0,8%	0,9%	1,0%	1,4%	1,6%	1,8%	2,0%	2,1%	2,2%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,1%	1,8%	1,4%	1,0%
1900	0,4%	0,6%	0,8%	0,9%	1,0%	1,3%	1,6%	1,8%	1,9%	2,1%	2,1%	2,2%	2,2%	2,2%	2,2%	2,1%	1,8%	1,3%	1,0%
2000	0,4%	0,6%	0,7%	0,9%	1,0%	1,3%	1,6%	1,8%	1,9%	2,0%	2,1%	2,1%	2,2%	2,2%	2,1%	2,0%	1,8%	1,3%	1,0%
2500	0,4%	0,5%	0,7%	0,8%	0,9%	1,2%	1,4%	1,6%	1,7%	1,8%	1,9%	1,9%	2,0%	2,0%	1,9%	1,8%	1,6%	1,2%	0,9%
3000	0,4%	0,5%	0,6%	0,7%	0,8%	1,1%	1,3%	1,4%	1,5%	1,6%	1,7%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,6%	1,4%	1,1%	0,8%
4000	0,3%	0,4%	0,5%	0,6%	0,7%	0,9%	1,1%	1,2%	1,3%	1,4%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,4%	1,2%	0,9%	0,7%
5000	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%	0,6%	0,8%	1,0%	1,1%	1,2%	1,3%	1,3%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%	1,3%	1,1%	0,8%	0,6%
6000	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	0,6%	0,8%	0,9%	1,0%	1,1%	1,2%	1,2%	1,2%	1,3%	1,3%	1,2%	1,2%	1,0%	0,8%	0,6%
8000	0,2%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	0,7%	0,8%	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,0%	0,9%	0,7%	0,5%
10000	0,2%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,6%	0,7%	0,8%	0,8%	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	0,9%	0,8%	0,6%	0,4%
11000	0,2%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,6%	0,7%	0,7%	0,8%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,7%	0,6%	0,4%
20000	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,4%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,6%	0,6%	0,4%	0,3%
25000	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,4%	0,3%
30000	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%	0,3%	0,2%

Liste des formations politiques

- Parti Communiste du Luxembourg (PCL-KPL)
- La Gauche (Déi Lénk)
- Les Verts (Déi Gréng)
- Parti ouvrier socialiste luxembourgeois (POSL-LSAP)
- Parti démocratique (PD-DP)
- Volt (VOLT Lëtzebuerg)
- Parti chrétien social (PCS- CSV)
- Focus (Fokus)
- Parti réformateur démocrate (ADR)
- Les Conservateurs (Déi Konservativ)
- Parti pirate du Luxembourg (PPL- Piraten)
- Zesammen- Ensemble !
- Mir d'Vollek- Nous le Peuple

Note de lecture

Les résultats des électors de Fokus, Volt, du Parti communiste luxembourgeois ou d'autres formations politiques, bien qu'ils existent, ne sont pas mentionnés dans cette première note de recherche, car ils ne sont jamais statistiquement représentatifs.

Lorsqu'on parle de « vote principal » ou de l'« électorat partisan », c'est lorsque les électeurs indiquent qu'ils voteraient pour l'ensemble de la liste présentée par un parti et/ou un mouvement politique, ou qu'ils n'accorderaient leurs voix préférentielles qu'à des candidats à une seule liste.

I Introduction : Polindex 2024 – Cadre théorique et objectifs

Polindex 2024 poursuit les principaux objectifs de Polindex 2023, en mettant l'accent sur les élections européennes de 2024. Ces objectifs comprennent l'évaluation des perceptions du public à l'égard de la démocratie luxembourgeoise (par exemple, la confiance dans les institutions démocratiques et la connaissance de celles-ci, les sentiments à l'égard de la politique, la satisfaction à l'égard de la démocratie), l'analyse des préférences de vote dans le contexte socio-économique actuel, l'élaboration d'une typologie des motivations de vote et de leurs raisons sous-jacentes et la comparaison des cohortes de citoyens et de résidents dans les aspects susmentionnés.

La méthodologie reste la même que l'année dernière ; 1500 participants impliqués par sélection aléatoire par quotas d'âge, de sexe, de région et de résidence. Polindex étant un projet de recherche transnational, environ 75 % du questionnaire est partagé entre les pays participants (France, Italie, Allemagne, Royaume-Uni), tandis que 25 % sont consacrés à des questions spécifiques à chaque pays. Dans le cas du Luxembourg, ce dernier groupe de questions se concentre, par exemple, sur l'engagement politique des résidents non citoyens, la situation économique, les politiques gouvernementales spécifiques et les récentes réformes constitutionnelles.

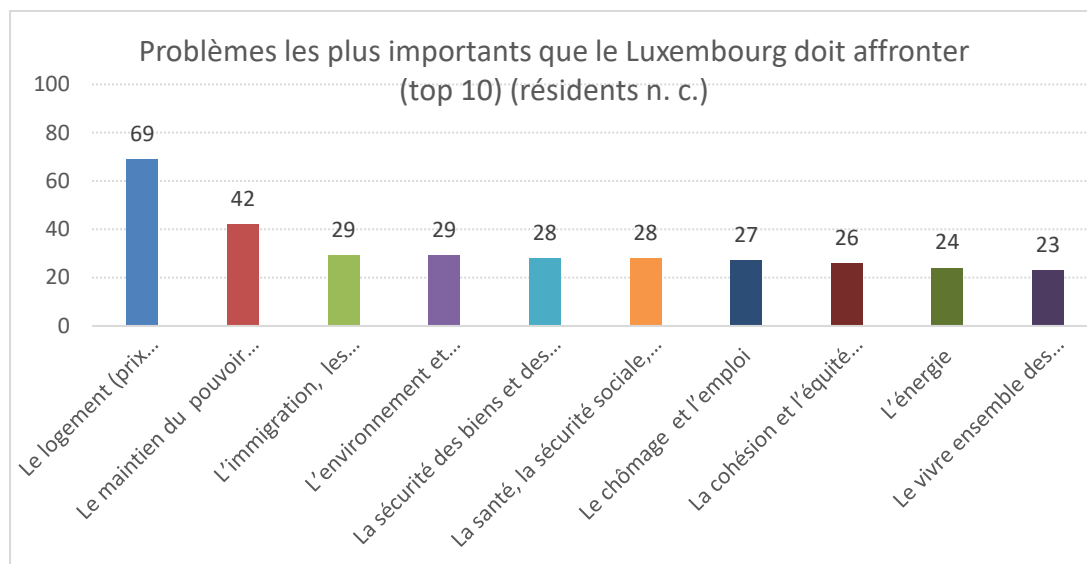
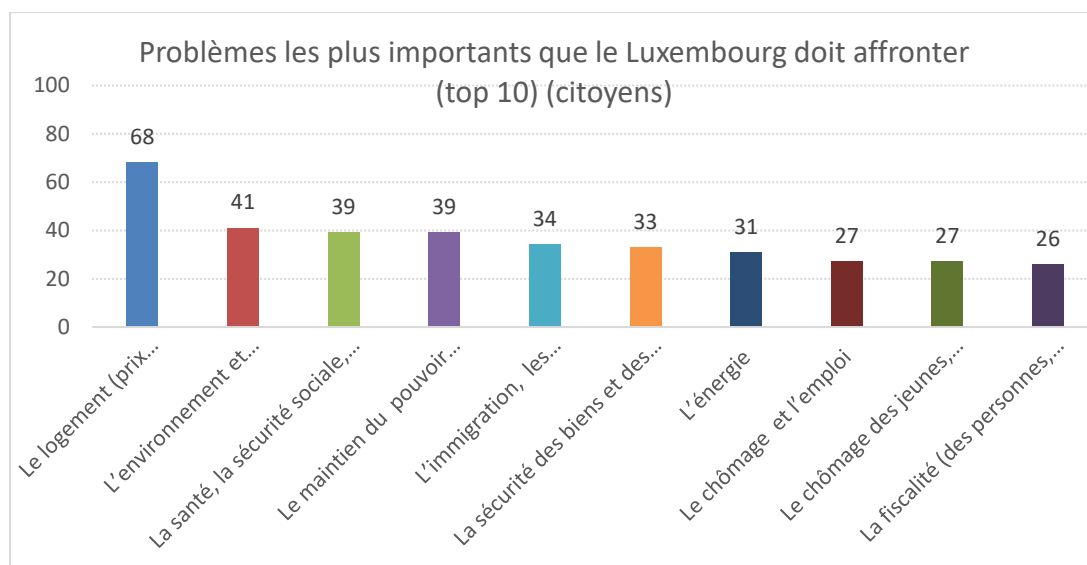
Dans le contexte des élections européennes, l'étude vise à évaluer la proximité du public avec l'intégration européenne à travers des questions sur la citoyenneté européenne et l'identité européenne, la satisfaction à l'égard de la démocratie dans l'UE, les perceptions du public sur les acteurs politiques clés au niveau de l'UE et le rôle et la représentation du Grand-Duché dans l'UE, l'intérêt général pour les affaires européennes et le travail des institutions de l'UE et la compréhension des préférences de vote. L'étude s'attache également à découvrir les principales préoccupations actuelles de la société luxembourgeoise, les sentiments à l'égard de la politique et de la situation économique, ainsi que la satisfaction à l'égard de la performance du nouveau gouvernement formé en octobre 2023. Une série de nouvelles questions vise à découvrir le concept de "bon citoyen" dans la société à l'ère des guerres, l'opinion publique sur la relation entre les guerres et les normes démocratiques, l'utilisation de la langue lorsqu'il s'agit d'informations politiques (telles que les journaux, la radio ou la télévision) et l'opinion publique sur certaines politiques publiques nationales spécifiques.

Cette première note de recherche de Polindex 2024 vise à présenter les résultats liés aux élections européennes du 9 juin 2024.

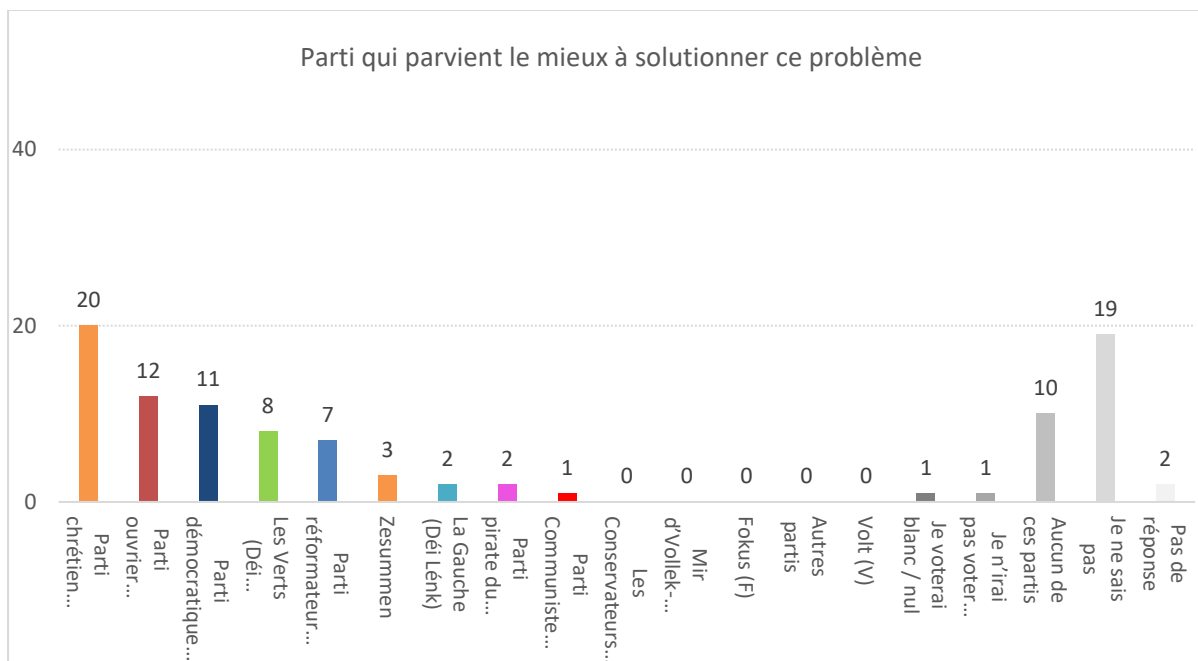
II Environnement politico-économique actuel

Problèmes les plus importants

Par rapport aux résultats de l'année dernière, les trois principales préoccupations des Luxembourgeois ont été réorganisées. Si le logement reste la question la plus importante, les considérations environnementales passent au second plan parmi les citoyens. Parmi les résidents non-citoyens, l'immigration est passée au troisième rang, après le maintien du pouvoir d'achat.

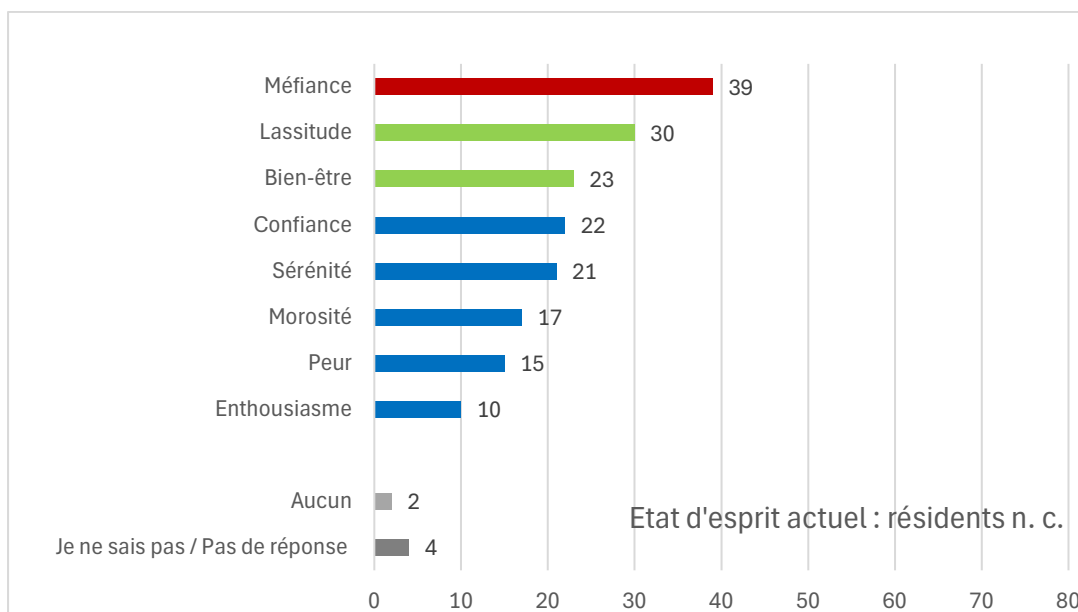
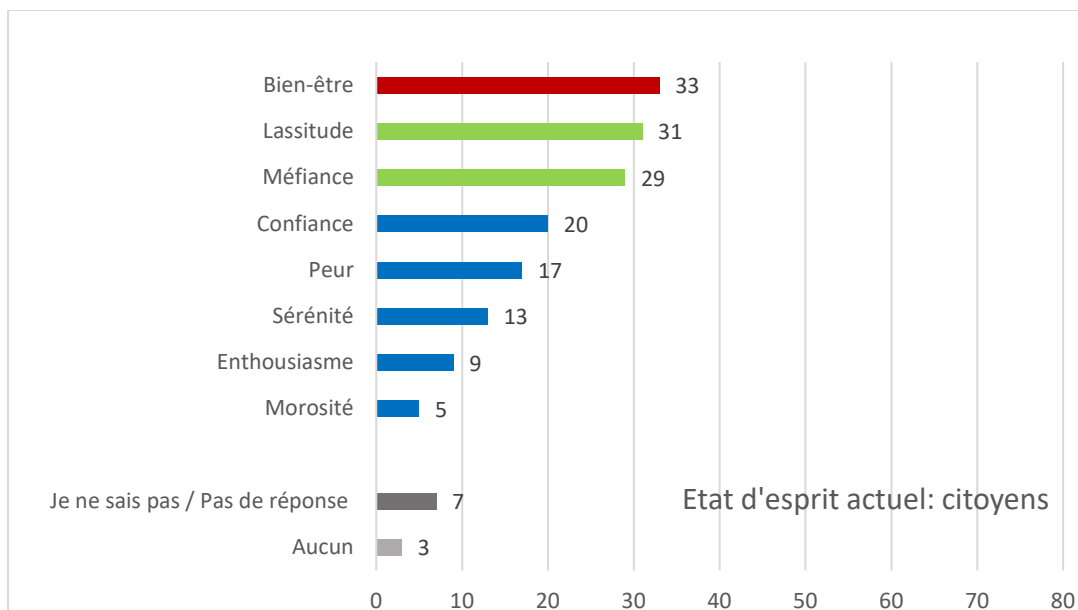


Comme en 2023, le CSV demeure le parti qui est relativement le mieux placé pour régler les problèmes les plus importants mais toujours après celles et ceux qui ne l'attribuent à aucun des partis. Cependant, un tiers des personnes interrogées n'ont pas pu identifier une partie capable de résoudre ces problèmes.

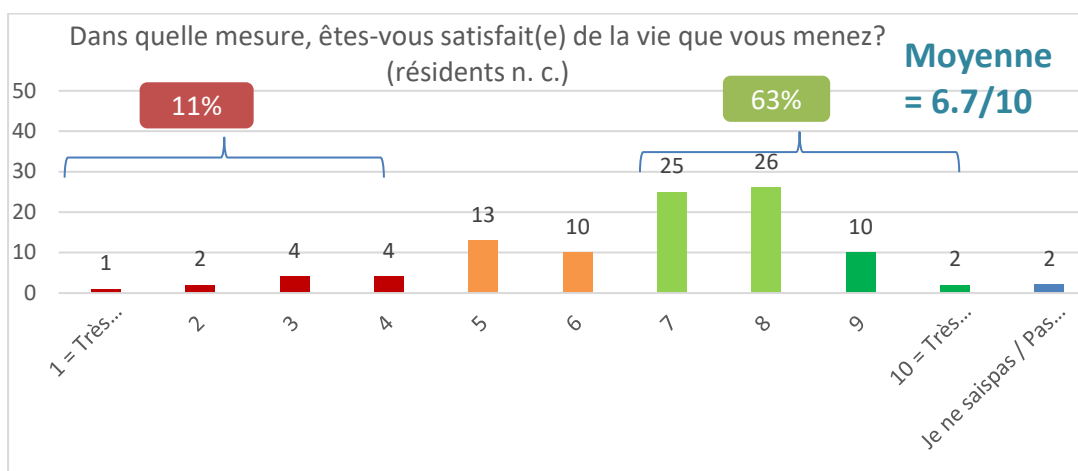
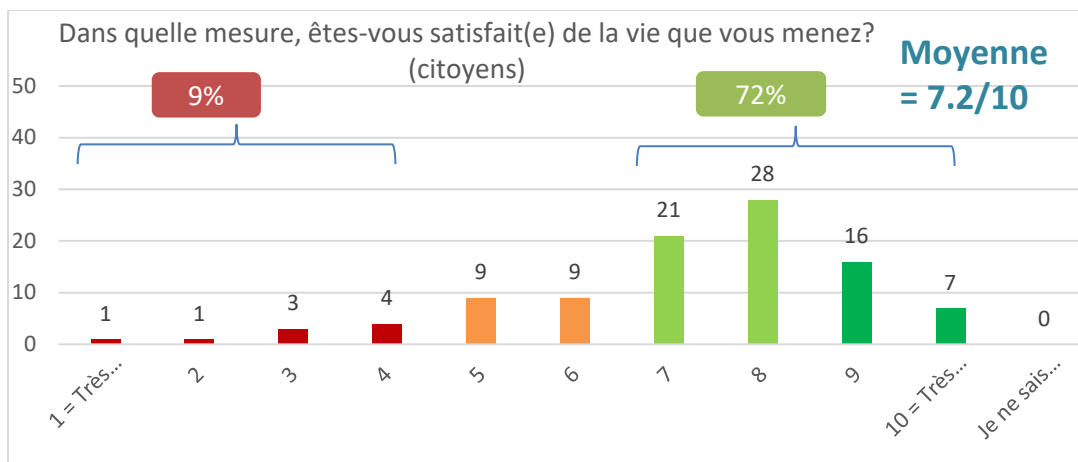


État d'esprit publique

Le bien-être est le sentiment le plus répandu avec 33% des répondants citoyens. Cependant, une proportion similaire de citoyens ressent de la lassitude (31%) et une méfiance (29%) significative. La confiance est présente chez 20% des répondants, tandis que 17% expriment de la peur. Des sentiments positifs comme la sérénité (13%) et l'enthousiasme (9%) sont moins fréquents. Enfin, 7% des citoyens ne savent pas ou n'ont pas répondu, et 3% ne ressentent aucune des émotions listées. En résumé, bien que le bien-être prédomine, une grande partie des citoyens éprouve également des sentiments de lassitude et de méfiance. Les résidents non-citoyens sont dans un état d'esprit de méfiance et de lassitude alors que les citoyens luxembourgeois à un tiers choisissent le sentiment du bien être en premier lieu.

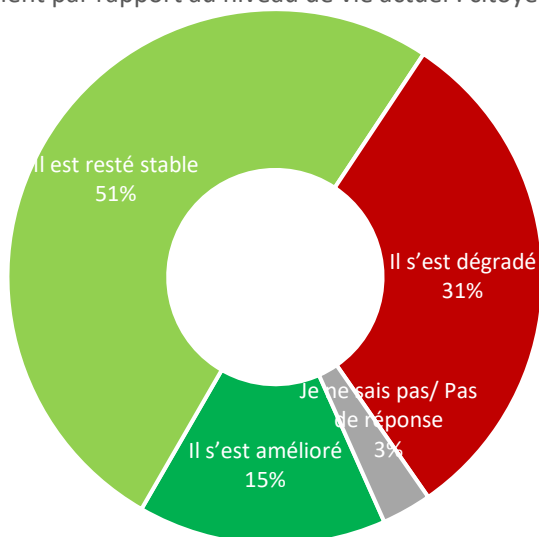


Cependant, tant les Luxembourgeois que les résidents non-citoyens sont plutôt satisfaits de la vie qu'ils mènent au Grand-duché.

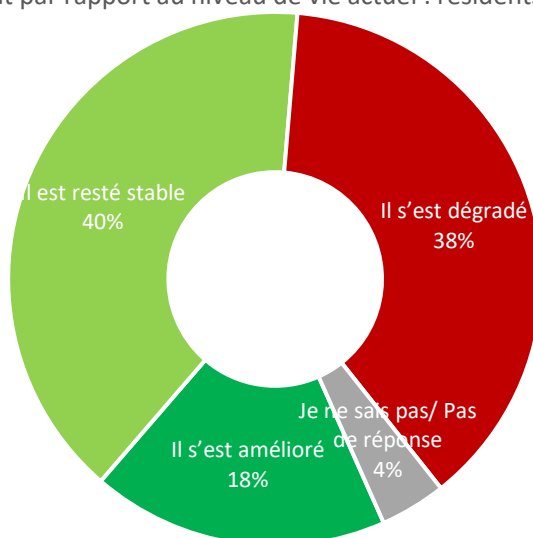


Les citoyens luxembourgeois sont plus nombreux à juger que leur niveau de vie actuel est demeuré stable (51%) que les résidents non-citoyens (40%). Au total, seulement 16% des répondants estiment que le niveau de vie s'est amélioré.

Sentiment par rapport au niveau de vie actuel : citoyens



Sentiment par rapport au niveau de vie actuel : résidents n. c.

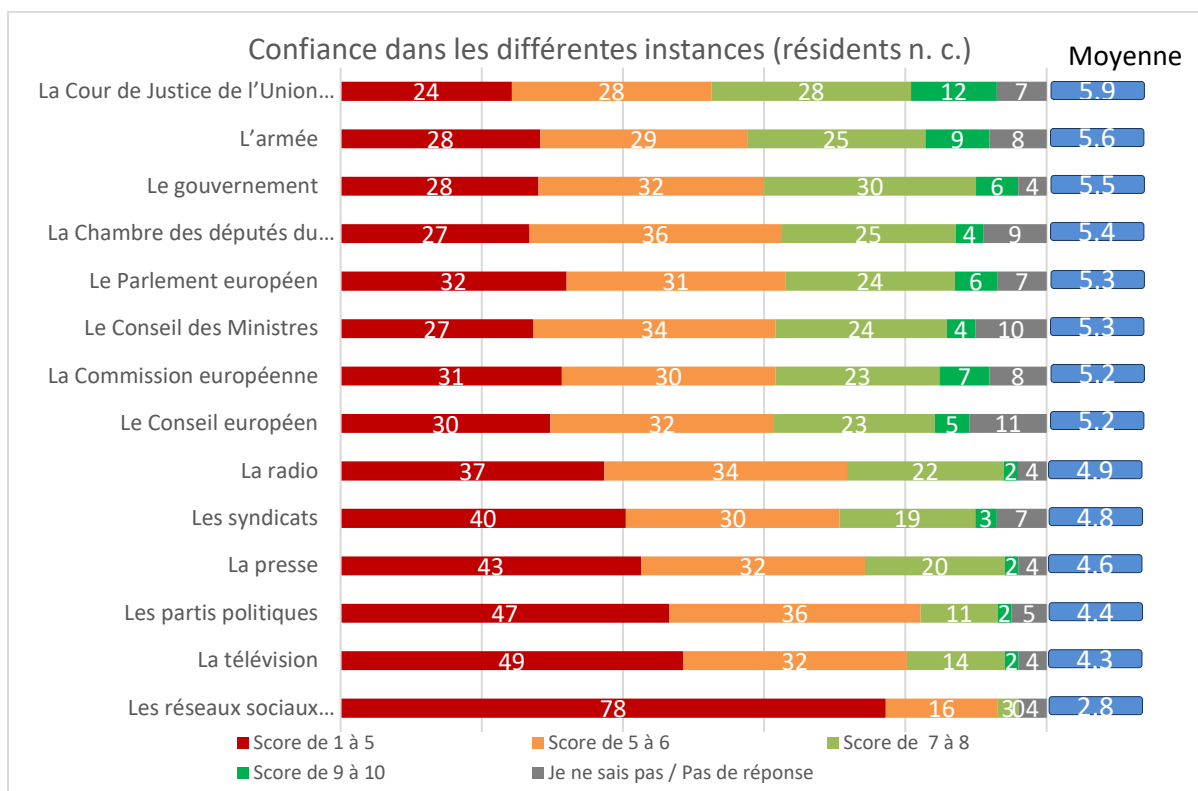
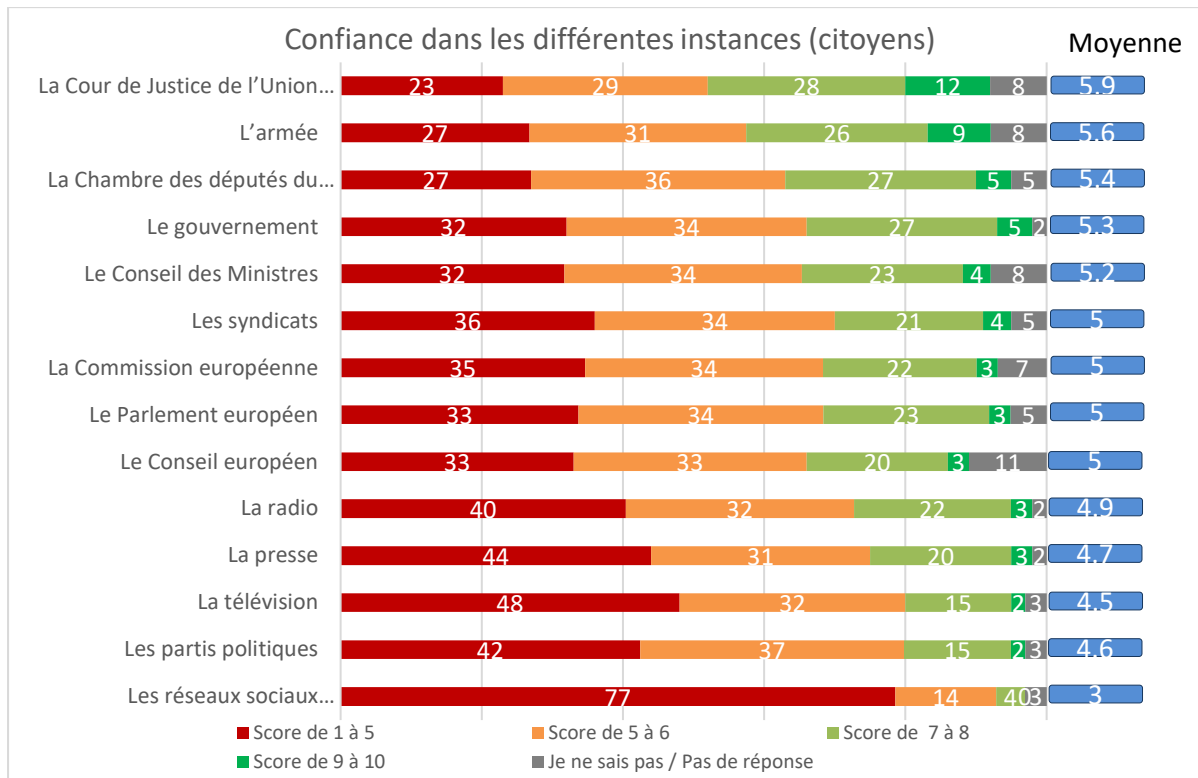


III Confiance et satisfaction démocratique

Confiance aux institutions démocratique

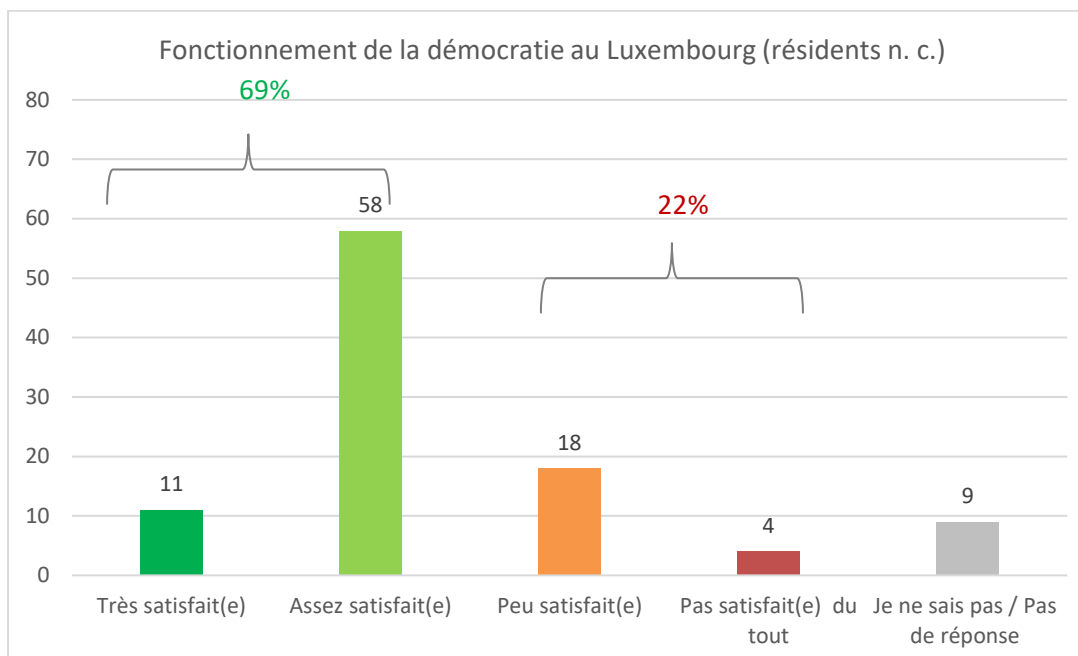
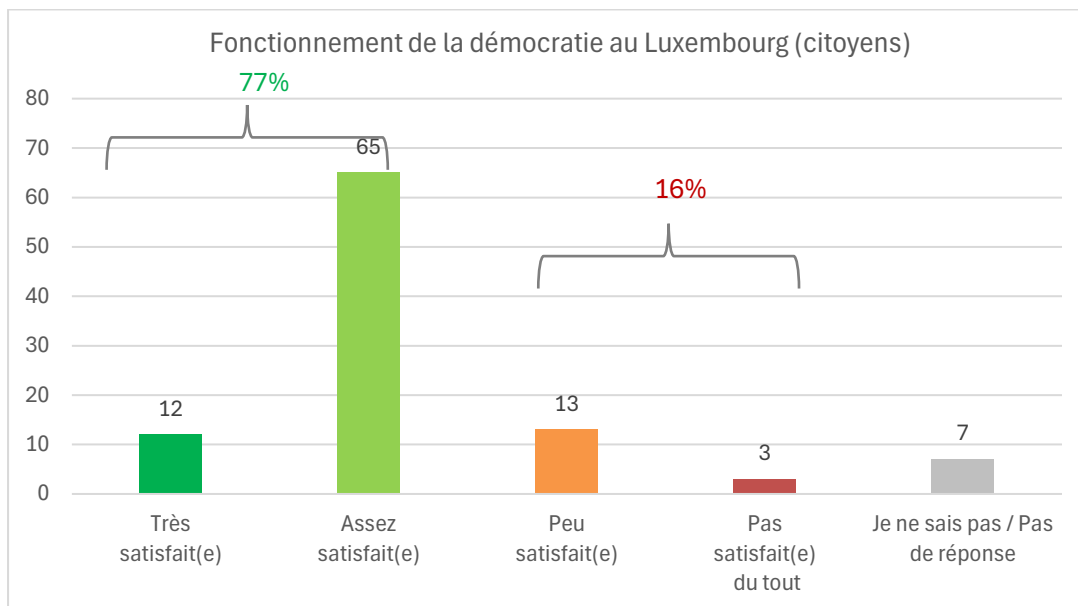
Parmi les institutions listées, les citoyens manifestent le plus de confiance, d'abord envers la Cour de justice de l'Union européenne, ensuite envers l'armée, et en troisième place envers la Chambre des députés. Le gouvernement n'occupe que la quatrième place. Les plateformes de médias sociaux jouissent de la moindre confiance. Contrairement aux citoyens, les

résidents non-citoyens démontent un peu plus de confiance dans le gouvernement que dans la Chambre des députés.

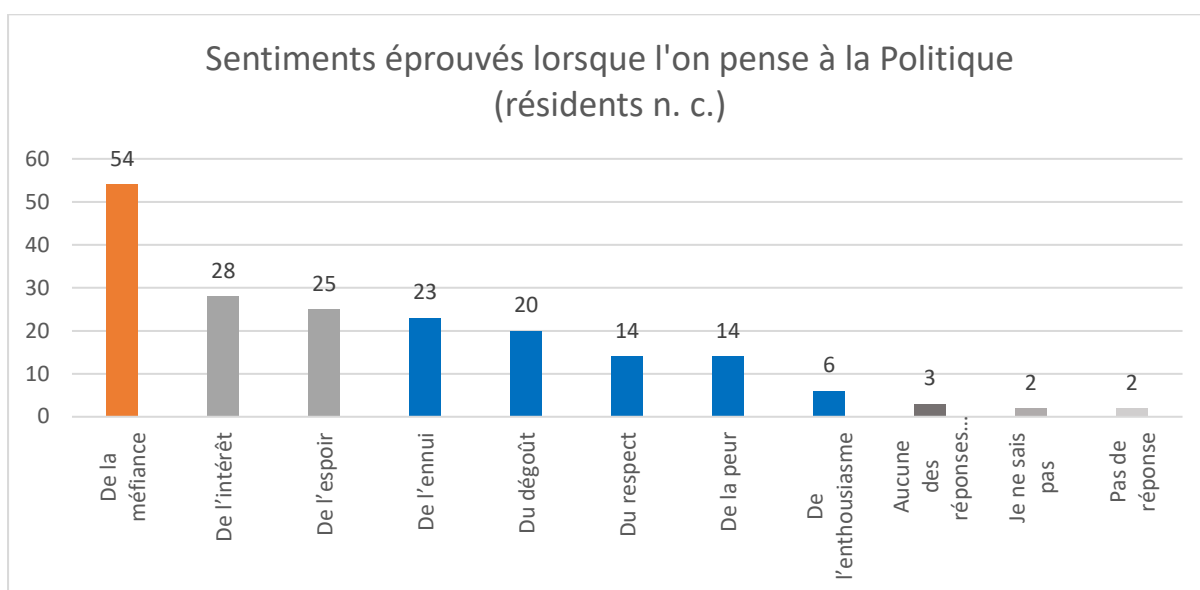
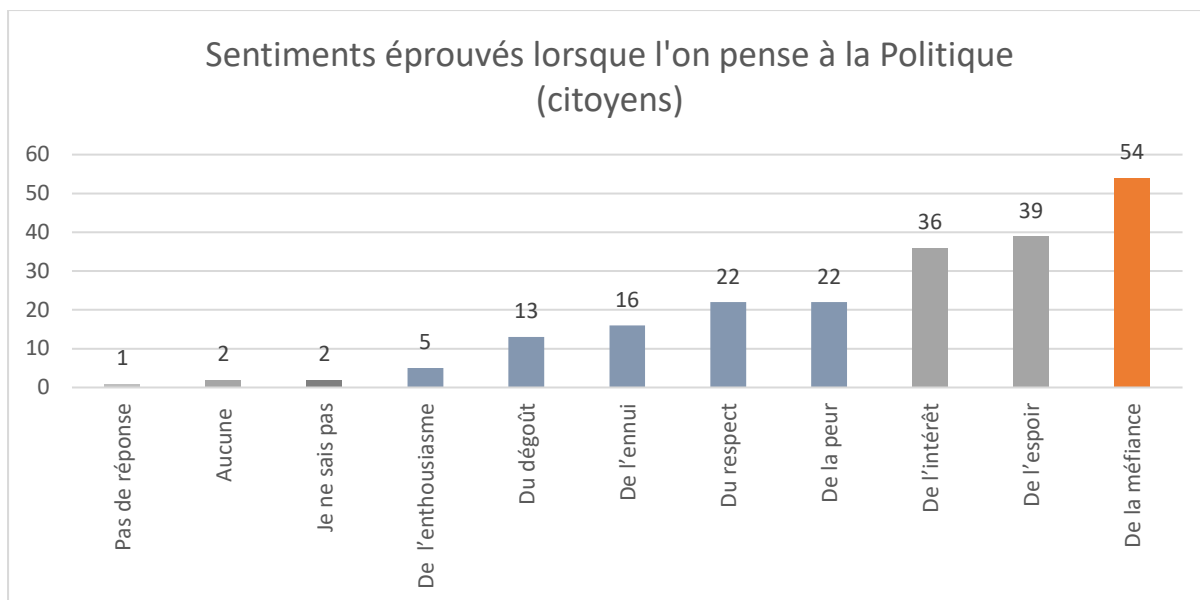


Satisfaction et sentiments

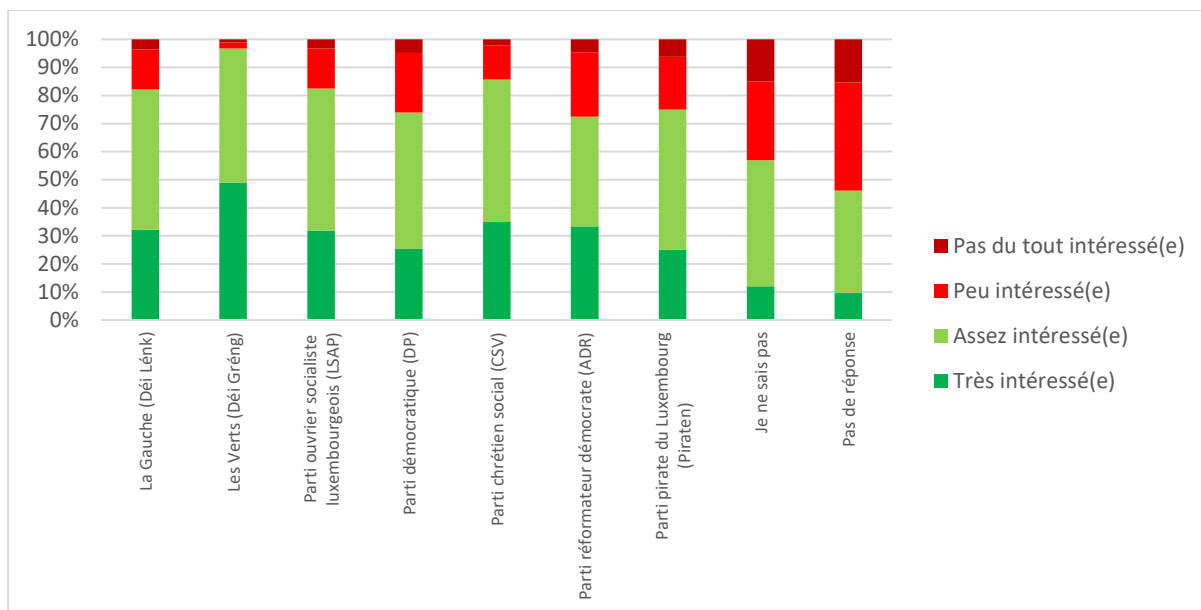
Polindex 2024 confirme les résultats du Polindex 2023 qui concluait à une très forte satisfaction globale à l'égard de la démocratie luxembourgeoise tant chez les citoyens que chez les résidents non-citoyens, accompagnée d'une méfiance à l'égard de la politique. En 2024, 77% des citoyens et 69% des résidents non-citoyens sont très ou assez satisfaits avec le fonctionnement de la démocratie luxembourgeoise.



Néanmoins, la méfiance vers la politique est toujours majoritaire parmi les citoyens luxembourgeois et les concitoyens, suivi par l'espoir et l'intérêt pour la politique.

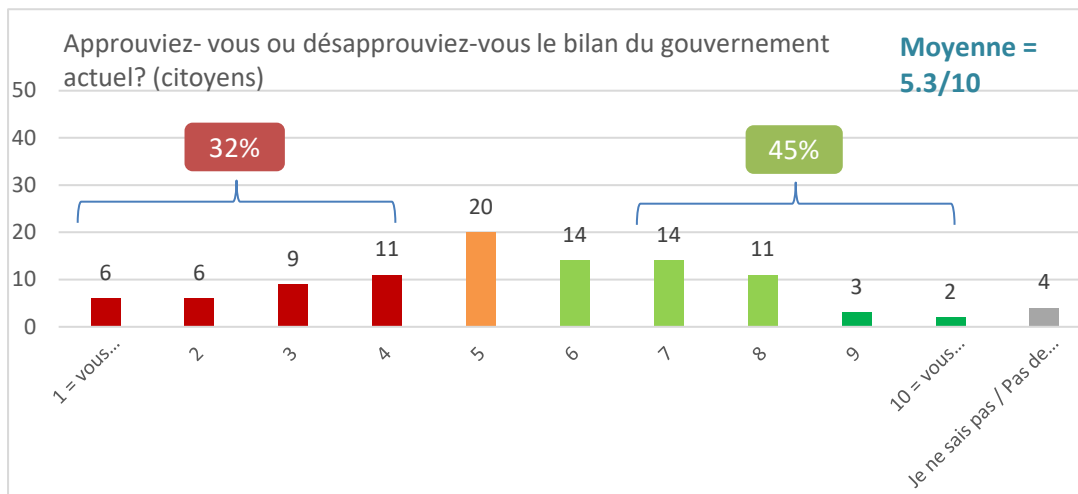


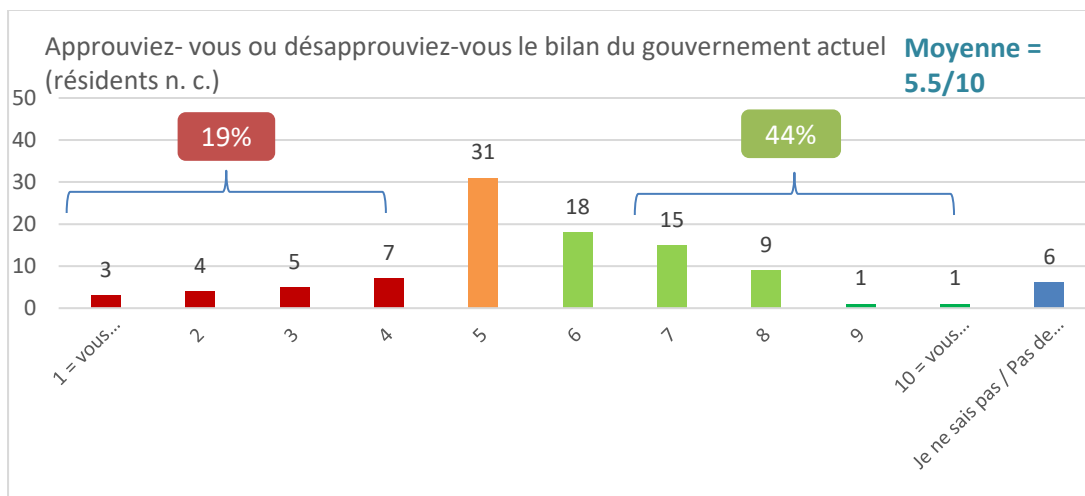
L'intérêt pour la politique demeure élevé – plus de 74% pour les électeurs luxembourgeois mais « seulement » 55% pour les résidents non-citoyens. A l'égard de l'intérêt de la politique par électorat partisan aux européennes de 2024, les électeurs des Verts et les Chrétiens Sociaux sont les plus intéressés parmi les électorats partisans luxembourgeois, suivi par les électeurs de la Gauche.



Le bilan du gouvernement actuel

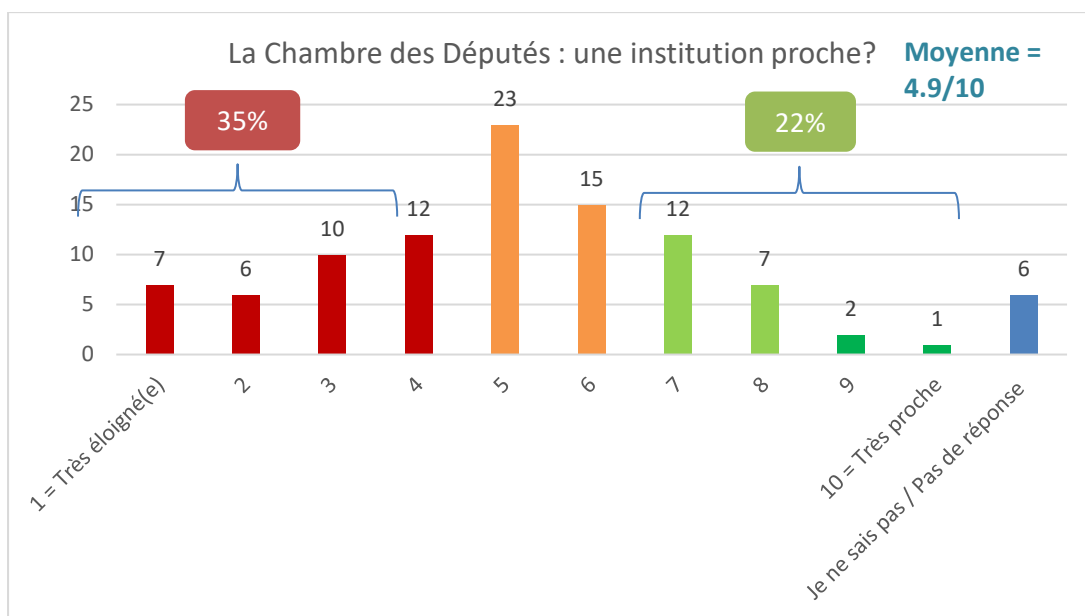
Selon notre sondage, l'approbation du bilan du Gouvernement actuel est majoritairement positive tant parmi les citoyens luxembourgeois que pour les concitoyens.

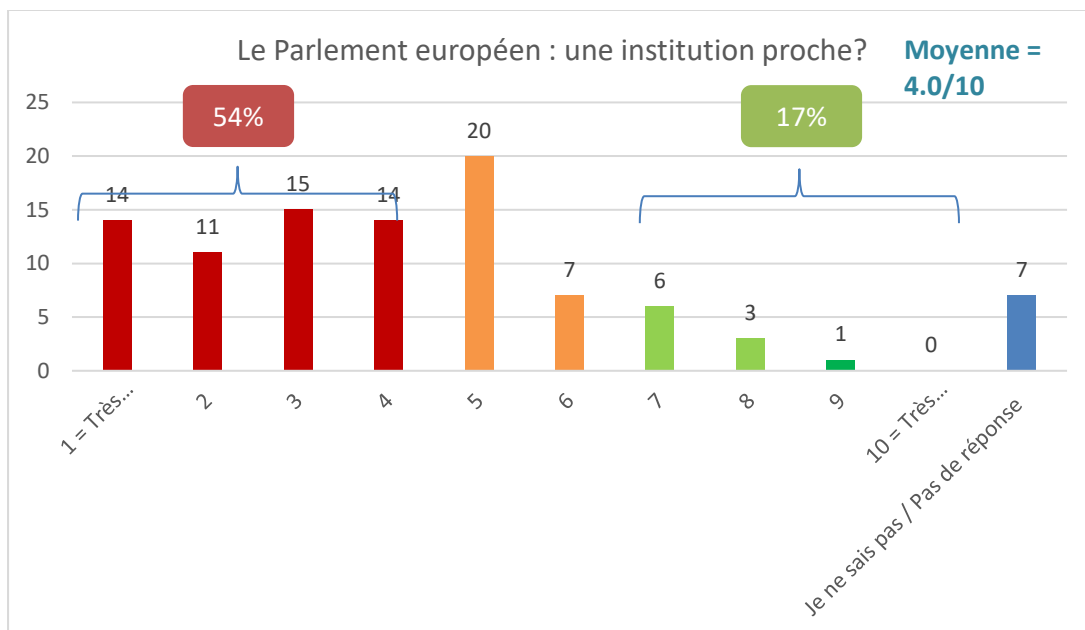




Proximité : Chambre des députés et Parlement européen

Toutes les deux institutions, la Chambre des députés et le Parlement européen, sont perçues comme étant peu proches des citoyens luxembourgeois, le Parlement européen étant vu comme plus distant que la Chambre des Députés. La Chambre des Députés a une moyenne de score et une distribution légèrement plus favorable par rapport au Parlement européen. Cela suggère que, bien que les citoyens luxembourgeois ne se sentent généralement pas particulièrement proches de l'une ou l'autre institution, leur perception de la Chambre des Députés est quelque peu plus positive que leur vision du Parlement européen. Cette différence se reflète dans le score moyen plus élevé et dans la proportion plus importante de répondants qui estiment que la Chambre des Députés est plus proche d'eux par rapport au Parlement européen.





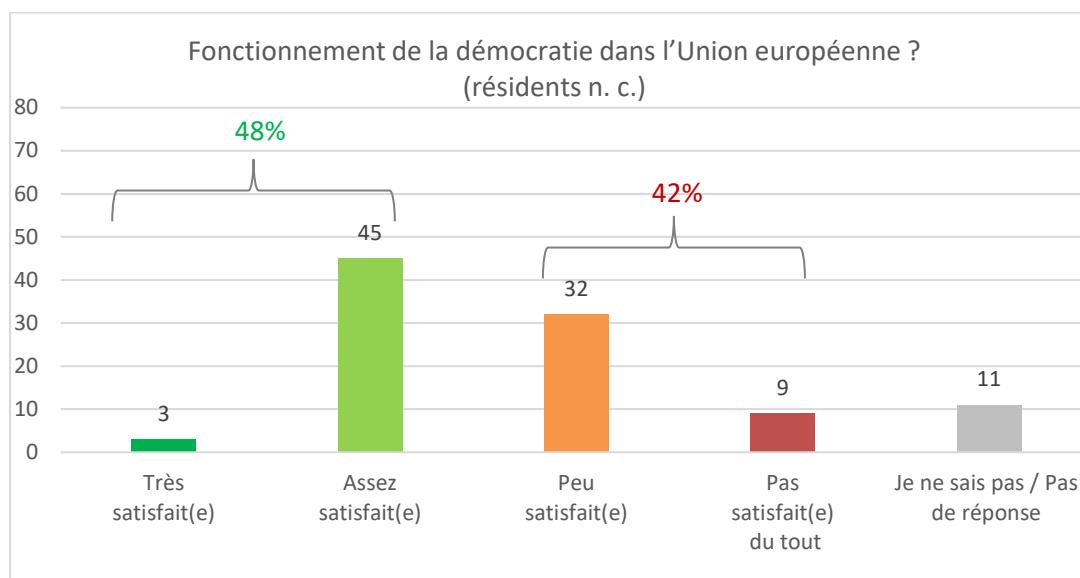
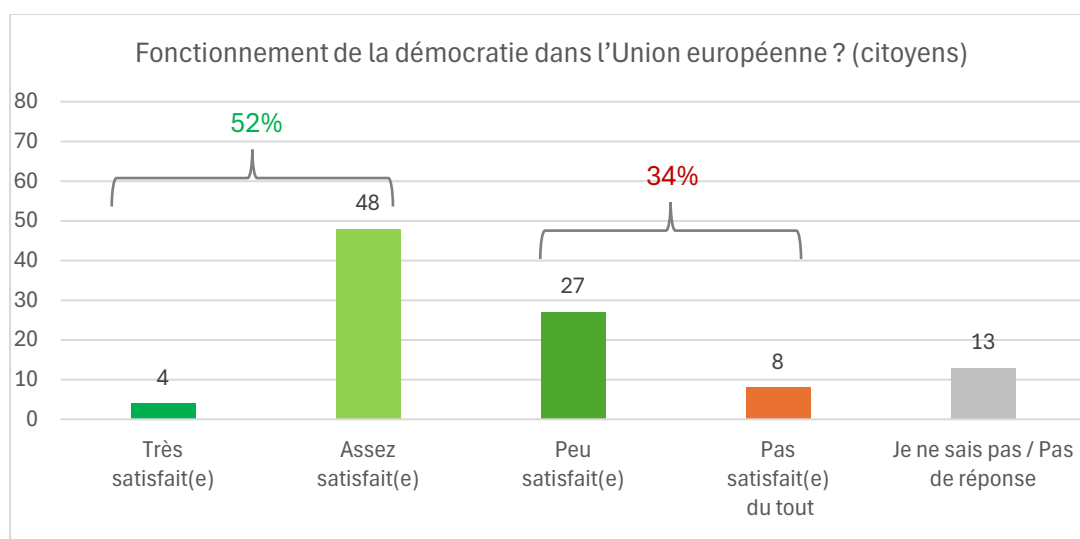
Les citoyens sont plus intéressés par le travail de la Chambre des députés que par celui du Parlement européen (respectivement 60 % et 46 %). De manière générale, pour les citoyens, la principale source de proximité avec les activités du Parlement européens sont les députés européens nationaux (69% souvent ou parfois suivent les activités des eurodéputés luxembourgeois). En matière de droit, les citoyens trouvent dans l'ordre le gouvernement, la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil d'État comme acteurs les plus importants ; la Chambre des députés n'occupe que la 5ème place. En revanche, les résidents non-citoyens attribuent un rôle plus important à la Chambre. Même si les résultats montrent une dynamique similaire, les résidents non-citoyens suivent beaucoup moins les activités des députés européens nationaux (42% souvent ou parfois suivent les activités des eurodéputés luxembourgeois). De plus, une grande majorité de citoyens estiment que les eurodéputés doivent respecter leurs engagements électoraux en toutes circonstances. En plus, 53% pensent que les eurodéputés ne devraient avoir que deux mandats consécutifs.

Une grande majorité (moyenne 6,7 sur une échelle de 1 à 10) des citoyens pense que les citoyens devraient avoir le dernier mot sur les décisions politiques les plus importantes par référendum. Le taux est également élevé en ce qui concerne le rôle du gouvernement pour réduire les différences de revenus.

IV Contexte des élections européennes

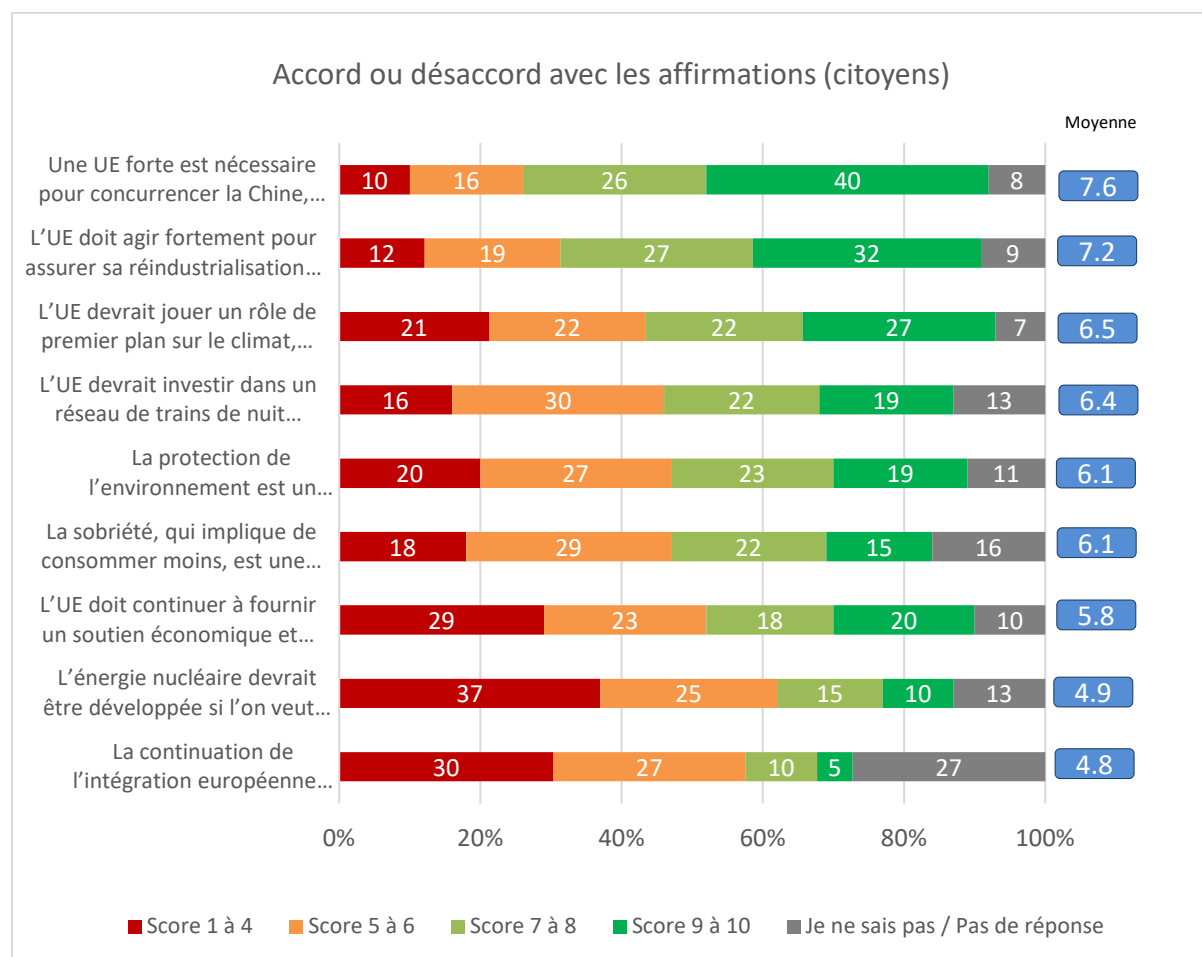
Démocratie et politique au niveau européen

Par rapport aux résultats du fonctionnement démocratique national, les citoyens et les concitoyens sont nettement moins satisfaits du fonctionnement démocratique dans l'Union européenne. En plus, les deux cohortes se sentent moins positives à l'égard du fonctionnement démocratique au niveau européen qu'au niveau national.

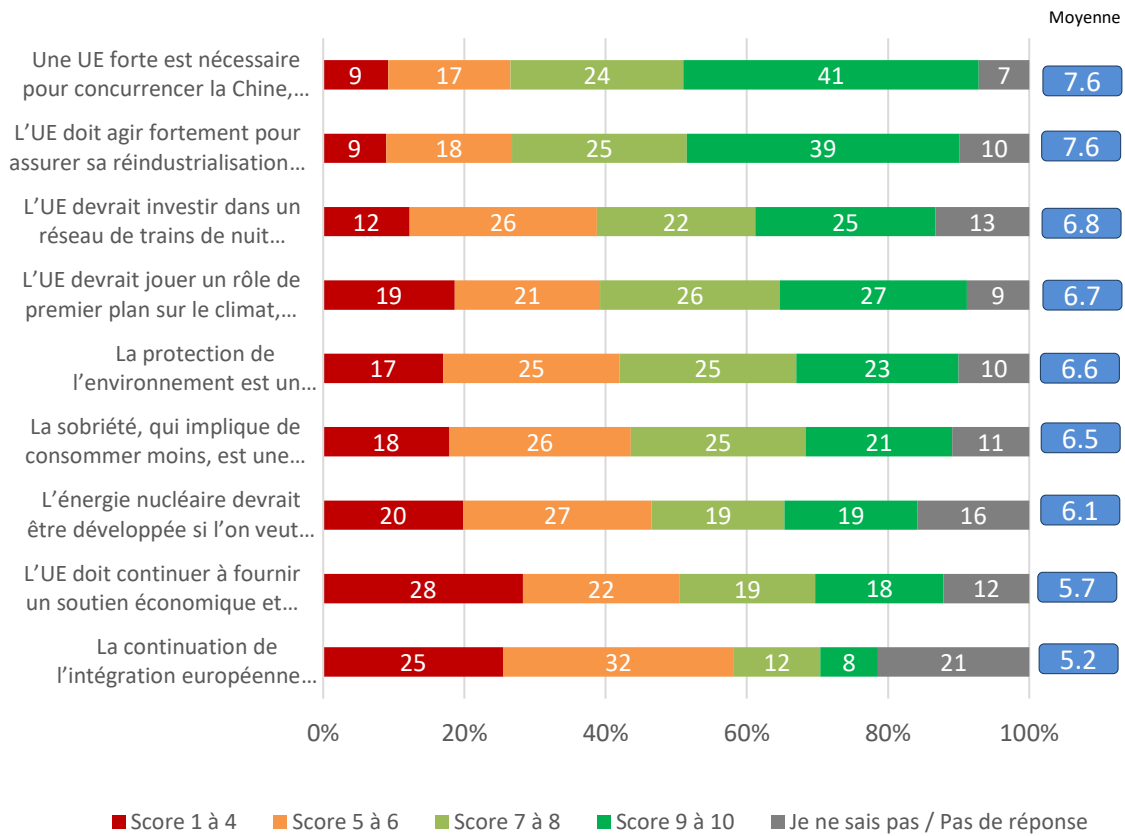


Les citoyens et les résidents non-citoyens du Luxembourg partagent des opinions largement similaires sur plusieurs questions concernant l'UE, avec quelques variations notables. Tous deux accordent une grande importance à une UE forte pour concurrencer des puissances mondiales et à l'action pour la réindustrialisation. Les non-citoyens sont légèrement plus favorables au rôle de l'UE sur le climat, à l'investissement dans les trains de nuit, et à la

protection de l'environnement. La vision d'une Europe forte et compétitive à l'échelle mondiale, la réindustrialisation et le rôle joué dans le domaine de la protection de l'environnement sont les trois éléments les plus importants pour les citoyens. Ils sont également plus enclins à soutenir la sobriété et le développement de l'énergie nucléaire pour réduire les émissions de CO2. On observe un taux plus élevé de résidents non-citoyens que de citoyens pensant que l'énergie nucléaire est une option nécessaire pour lutter contre le changement climatique (respectivement moyennes 6,1 et 4,9). En revanche, le soutien à la poursuite de l'intégration européenne et au soutien économique et social de l'UE est similaire entre les deux groupes, bien que légèrement plus faible. En résumé, les résidents non-citoyens semblent accorder une importance légèrement plus élevée à des mesures écologiques et industrielles que les citoyens.

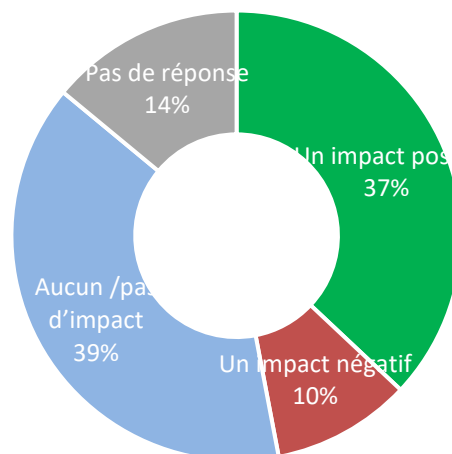


Accord ou désaccord avec les affirmations (résidents n. c.)

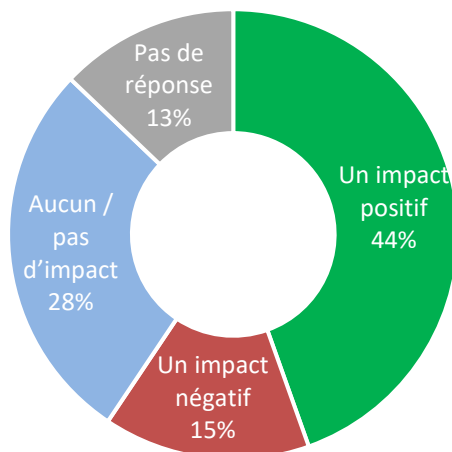


En comparaison, les résidents non-citoyens sont plus nombreux que les citoyens à penser que l'Union européenne a un impact positif sur la vie quotidienne (respectivement 44% et 37%). Un remarquable 39 % des citoyens estiment que l'UE n'a pas d'impact sur leur vie.

Impact de l'Union européenne sur la vie quotidienne (citoyens)



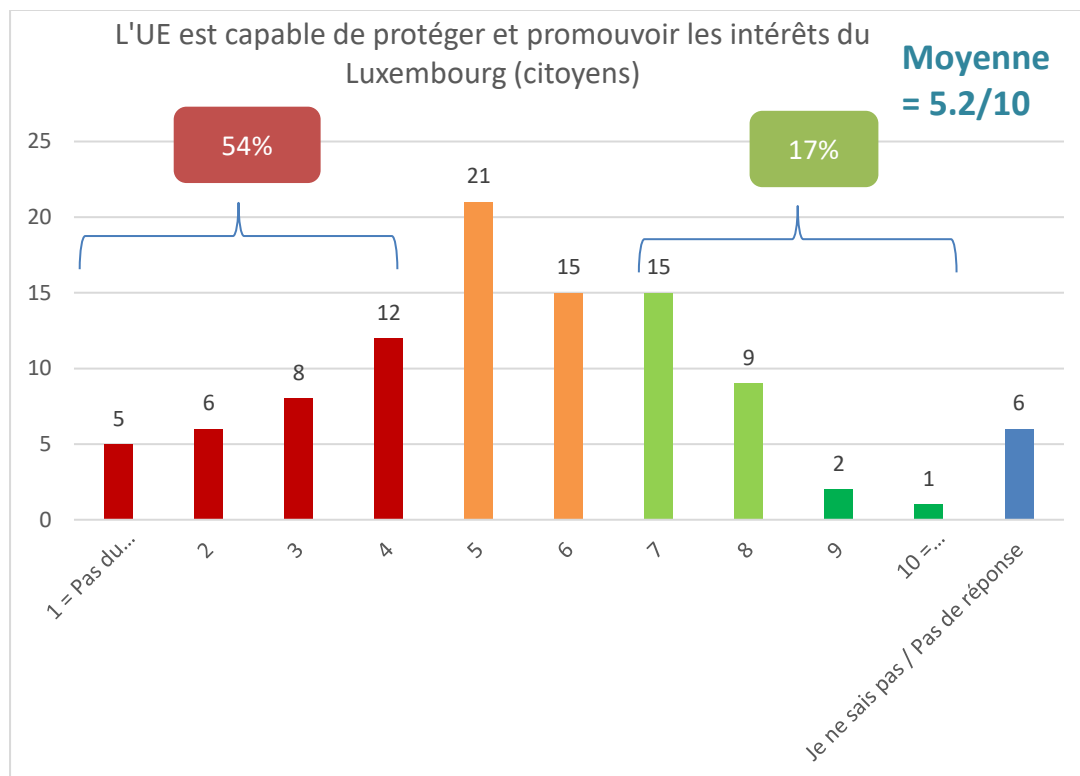
Impact de l'Union européenne sur la vie quotidienne (résidents n. c.)



69 % des citoyens luxembourgeois sont en faveur d'une police des frontières commune et un office européen de l'asile. 64% supportent l'élection directe du/ de la Président(e) de la Commission européenne par les citoyens. La majorité pensent que le niveau européen est le meilleur pour combattre les inégalités entre les genres. Contrairement aux citoyens, une grande majorité des résidents non-citoyens priorisent une préférence européenne pour l'attribution des marchés publics. Ils sont en majorité d'accord avec une police des frontières commune et avec une préférence européenne pour l'attribution des marchés publics.

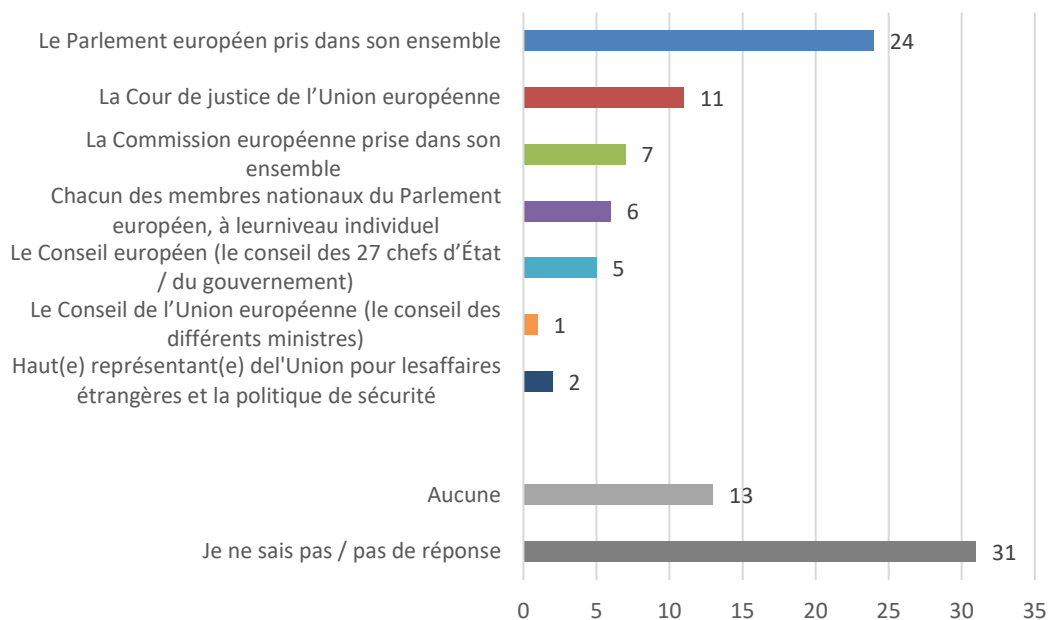
Représentation du Luxembourg au niveau européen

Les taux des citoyens qui estiment que l'UE est capable de protéger les intérêts du pays et de ceux qui pensent le contraire sont équilibrés. En moyenne, les citoyens luxembourgeois ont évalué l'efficacité de l'UE à 5,2 sur 10. Néanmoins, 44% des citoyens pensent que le modèle social luxembourgeois est menacé par l'UE.

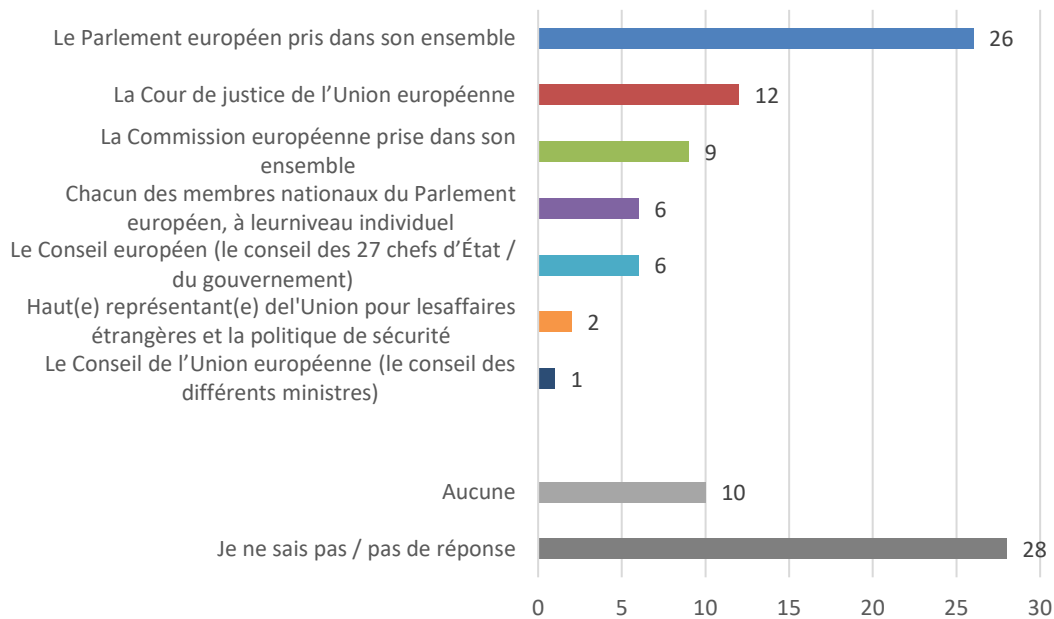


La source de représentation la plus forte est le Parlement européen, tant pour les citoyens que pour les résidents non-citoyens. Cependant, les deux Conseils ont une appréciation bien pire parmi les personnes interrogées. En outre, 31 % des citoyens et 28% des résidents non-citoyens ont répondu « je ne sais pas / pas de réponse ».

Institution européenne qui représente le plus les intérêts des citoyens européens (citoyens)

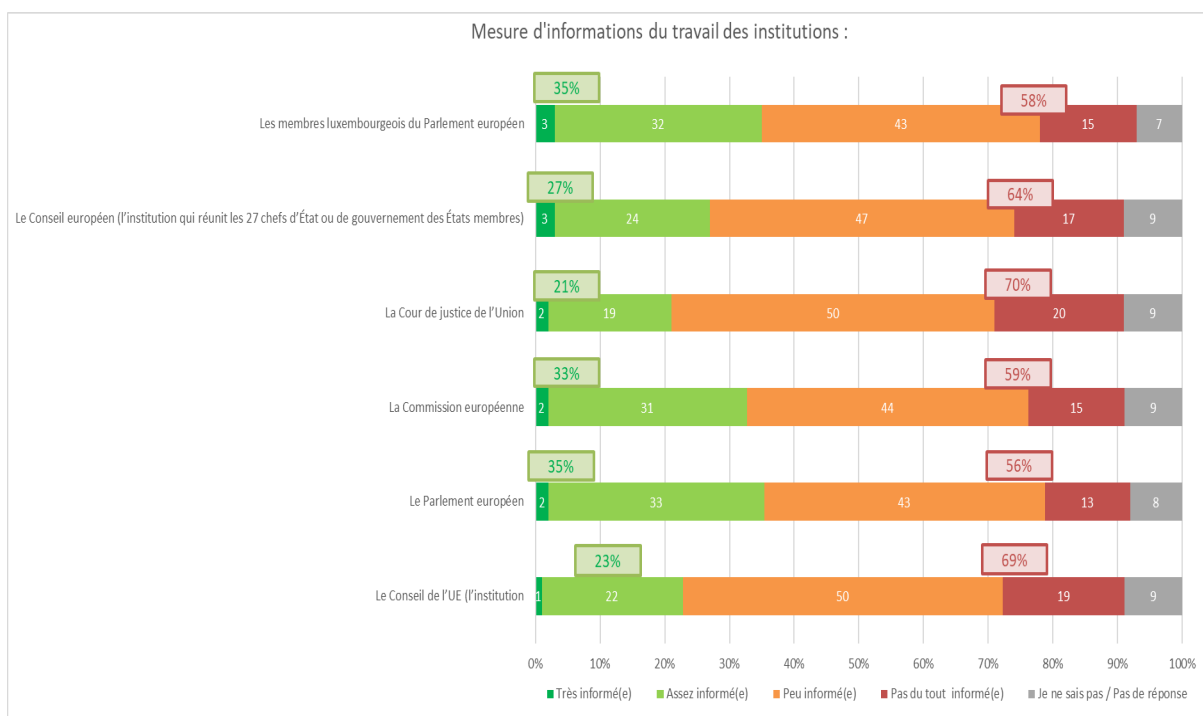


Institution européenne qui représente le plus les intérêts des citoyens européens (résidents n. c.)

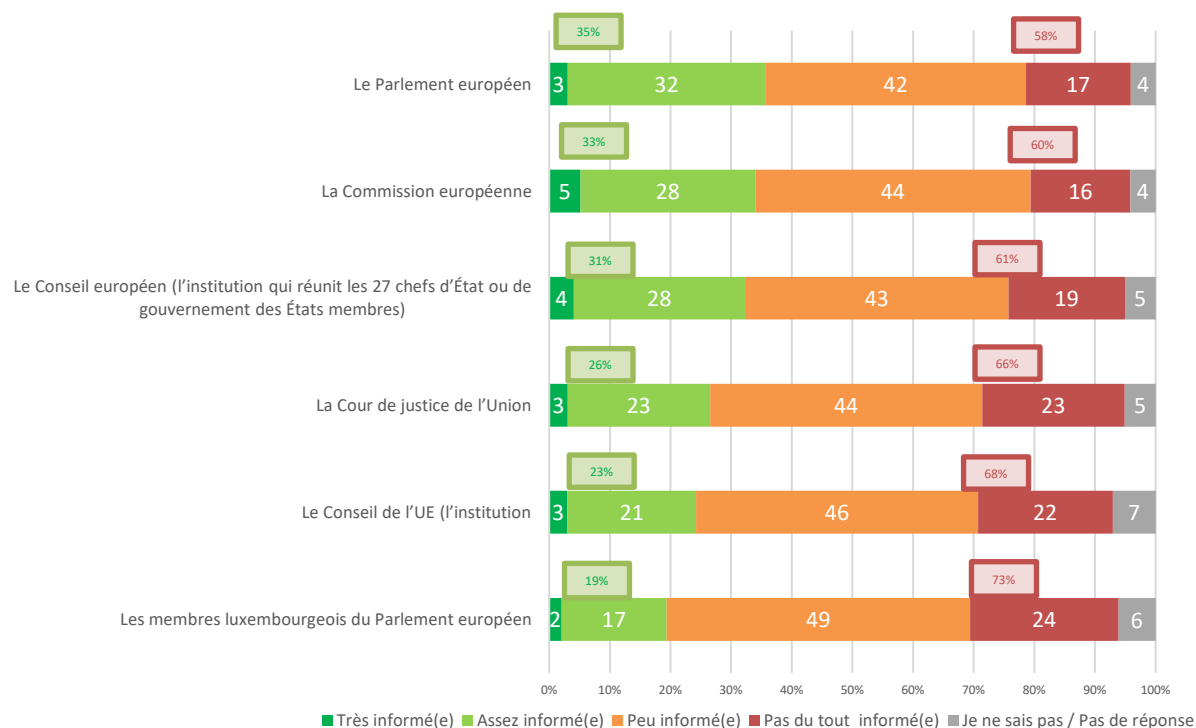


Information sur les institutions européennes respectives

La majorité des gens au Luxembourg sont peu ou pas du tout informés sur le travail de la plupart des institutions européennes. Parmi les citoyens, les deux acteurs au niveau de l'UE qui suscitent le plus d'intérêt sont le Parlement européen et les députés européens (35 % dans les deux cas). En revanche, seulement 19 % des résidents non citoyens sont informés du travail des députés européens luxembourgeois. Le taux concernant le Parlement européen est identique parmi les citoyens et les non-citoyens (35 %).



Mesure d'informations du travail des institutions (résidents n. c.) :

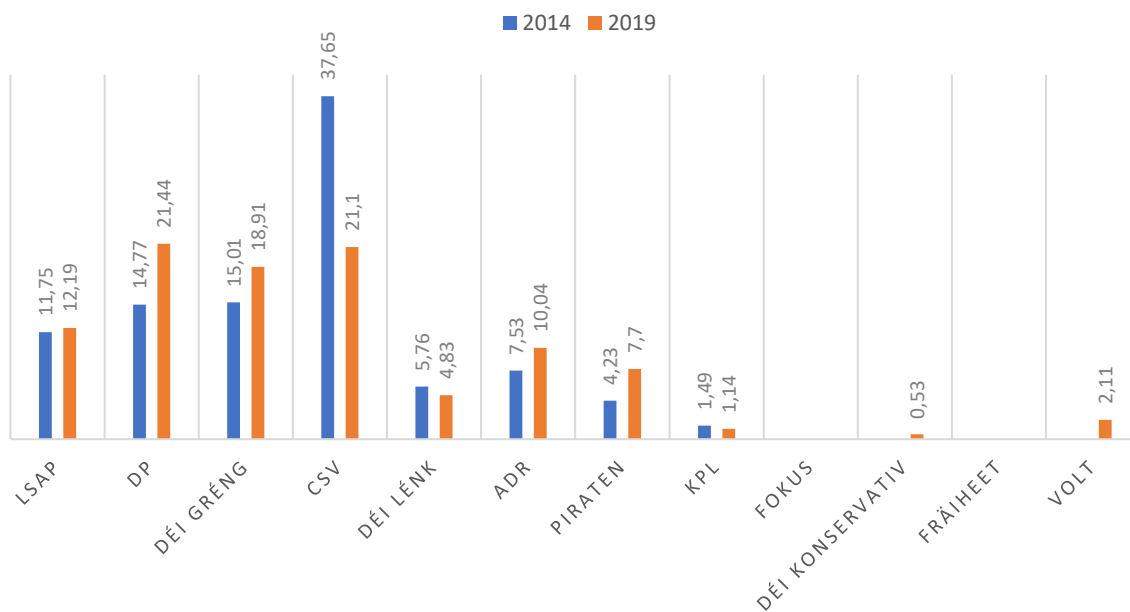


V Élections européennes – préférences de vote

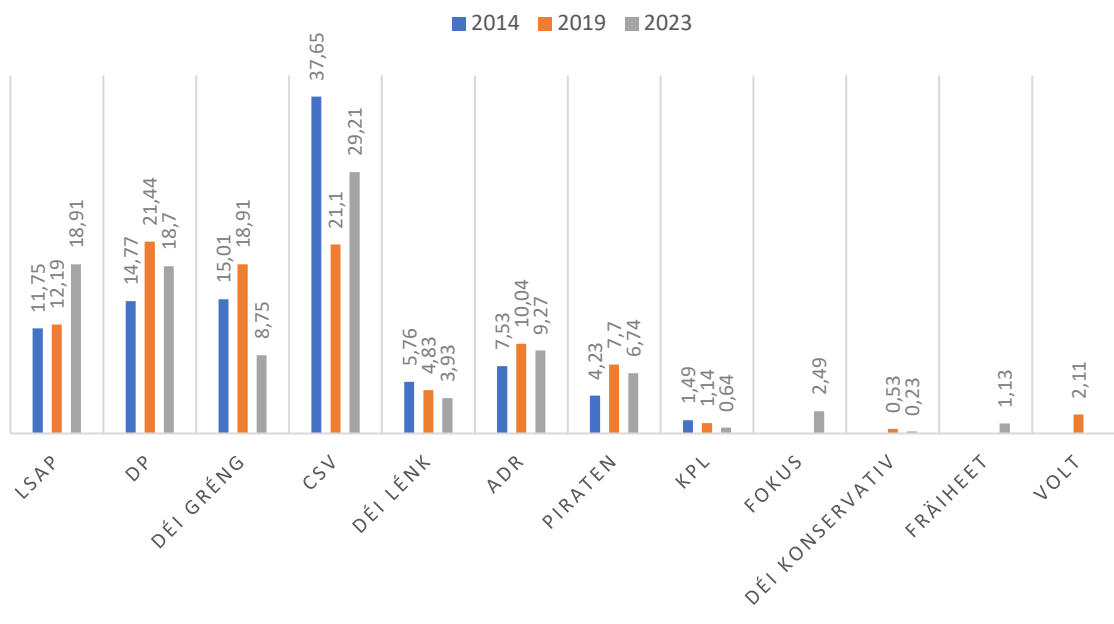
Résultats des élections de 2014, 2019 et 2023

Les deux graphiques ci-dessous résument les résultats des élections européennes de 2014 et 2019 et les résultats des élections législatives de 2023, en comparant les performances des partis politiques.

RÉSULTATS OFFICIELS : ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2014 ET 2019 (%)

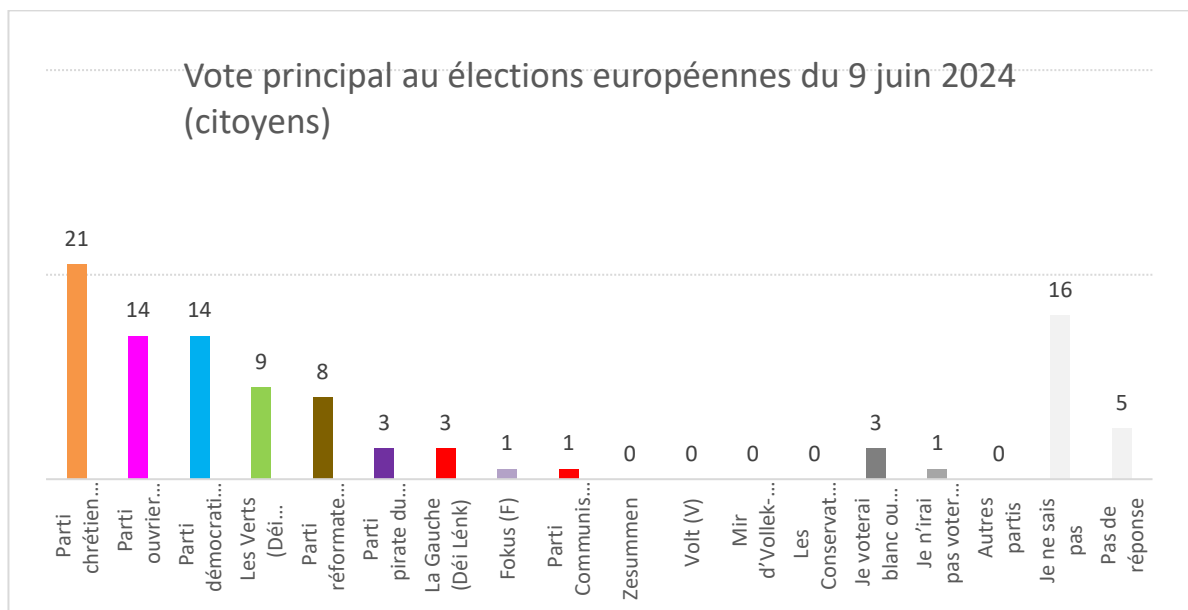


RÉSULTATS OFFICIELS : ÉLECTIONS 2014, 2019 ET 2023



Vote citoyens en 2024

Les élections européennes de 2024 pourraient modifier la répartition de deux sièges sur six par rapport à 2019. Comme pour les élections de 2014, 2019 et 2023, le CSV est l'option la plus attractive pour l'électorat citoyen, suivi du LSAP et du DP. Selon notre sondage, le DP et déi Gréng seraient les plus sanctionnés en 2024 par rapport aux élections de 2019.



Les votes préférentiels de réserve entre listes avantagent toutefois toujours le DP et assureraient une distance plus importante entre les Verts et l'ADR pour l'attribution du sixième siège. Comme aux législatives de 2023, les réserves de votes préférentiels pour le CSV viendraient du DP et inversement de manière privilégiée. Les votes préférentiels pour les socialistes viendraient en des proportions quasi identiques du CSV, du DP et des Verts alors que pour ces derniers, l'essentiel aurait pour origine le LSAP. Les votes préférentiels des électeurs des Pirates iraient plutôt vers l'ADR. Les votes préférentiels des électeurs de la Gauche iraient plutôt vers les Verts. Le vote préférentiel des électeurs de l'ADR irait un peu plus vers le CSV, les pirates et le LSAP (voir l'Annexe).

Autres partis qui seront votés aux européennes 2024

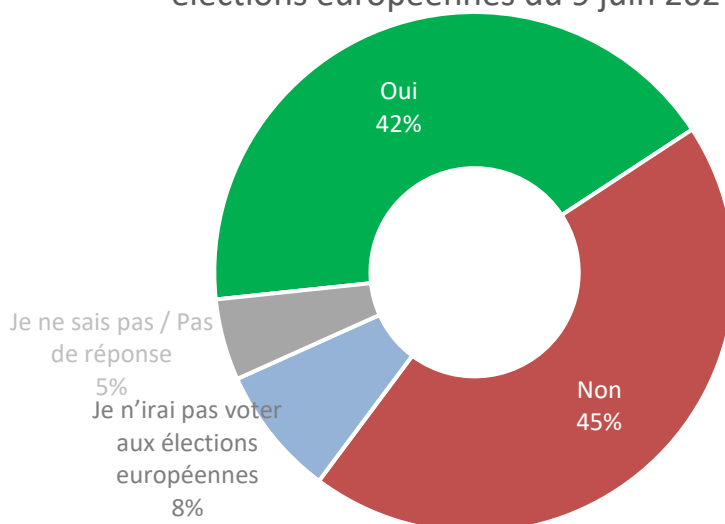
Base : Personnes qui souhaitent panacher



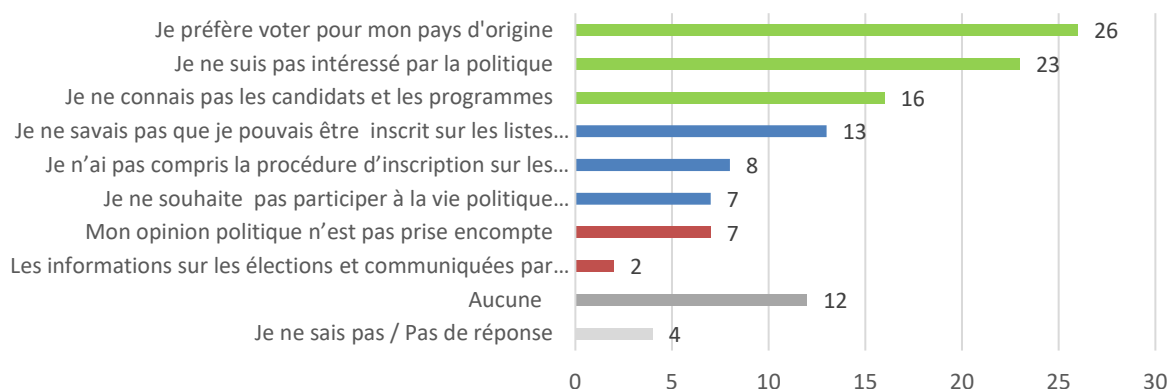
Vote résidents non-citoyens en 2024

42% des répondants résidents non-citoyens sont inscrits sur la liste électorale pour les élections européennes de 2024. La principale raison de ne pas voter pour la liste au Luxembourg est la **préférence de voter dans son pays d'origine**. La deuxième raison la plus importante pour laquelle les non-citoyens choisissent de ne pas s'inscrire sur les listes électorales est le **manque d'intérêt pour la politique** en général. La troisième raison est le **manque d'informations sur les partis politiques luxembourgeois**, leurs programmes et leurs candidats.

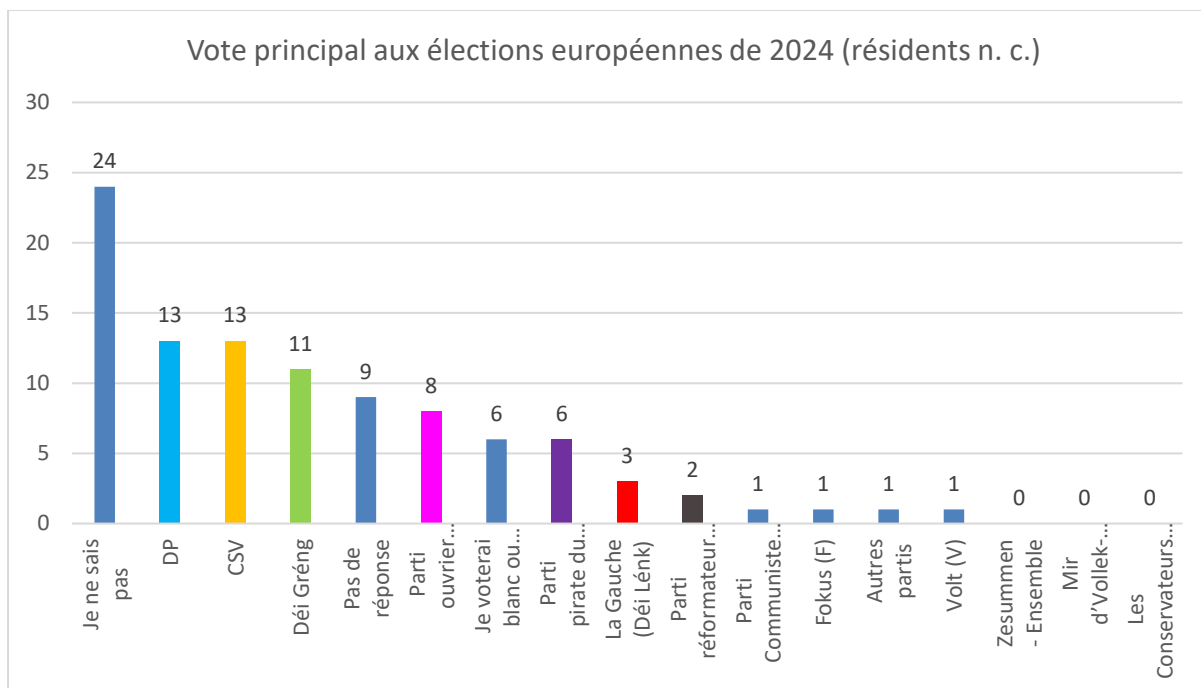
Vous êtes vous inscrit(e) pour voter pour le Luxembourg aux élections européennes du 9 juin 2024?



Raisons de ne pas être inscrits

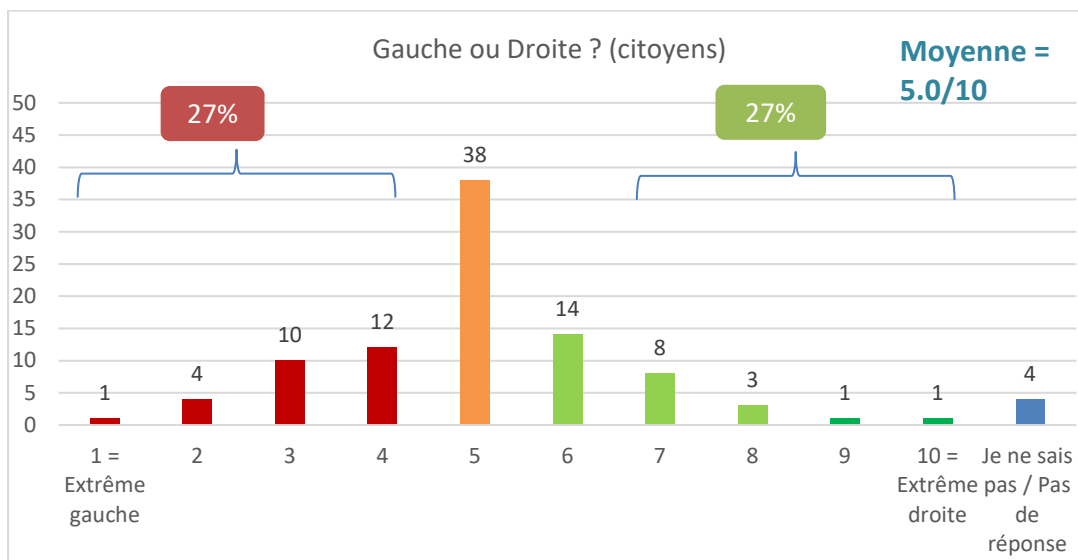


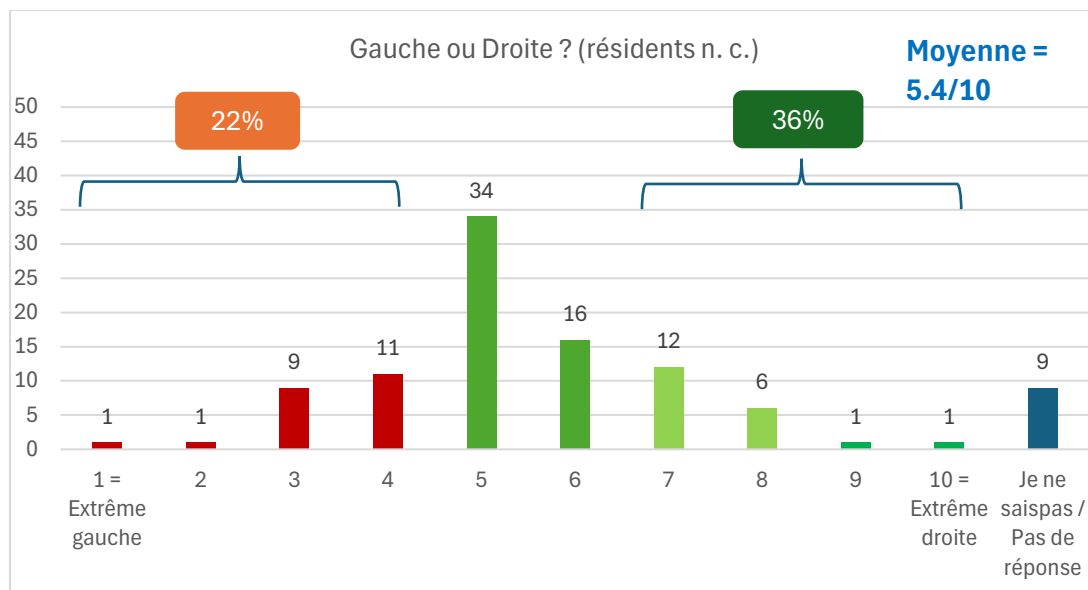
Environ un tiers des électeurs non-citoyens sont indécis quant à leurs préférences de vote. Néanmoins, DP, CSV et déi Gréng sont les trois partis les plus attractifs pour les résidents non-citoyens (13%, 13% et 11% respectivement), suivi par LSAP en quatrième place (8%).



Auto-positionnement politique dans la société luxembourgeoise

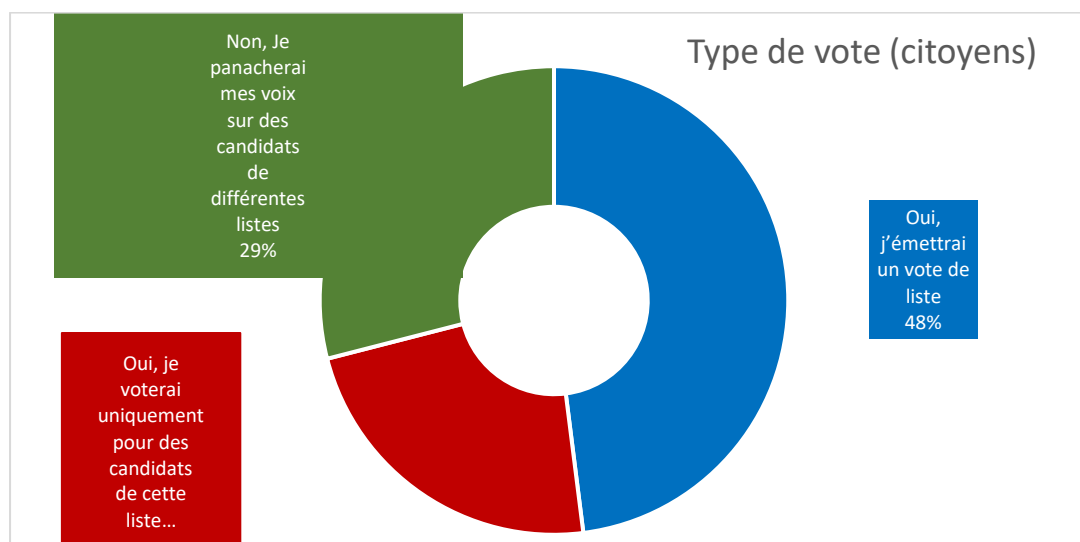
Notre sondage Polindex 2024 a trouvé que les citoyens luxembourgeois s'auto-positionnent au centre de l'échiquier politique (38%) alors que les concitoyens plutôt à droite (36%).

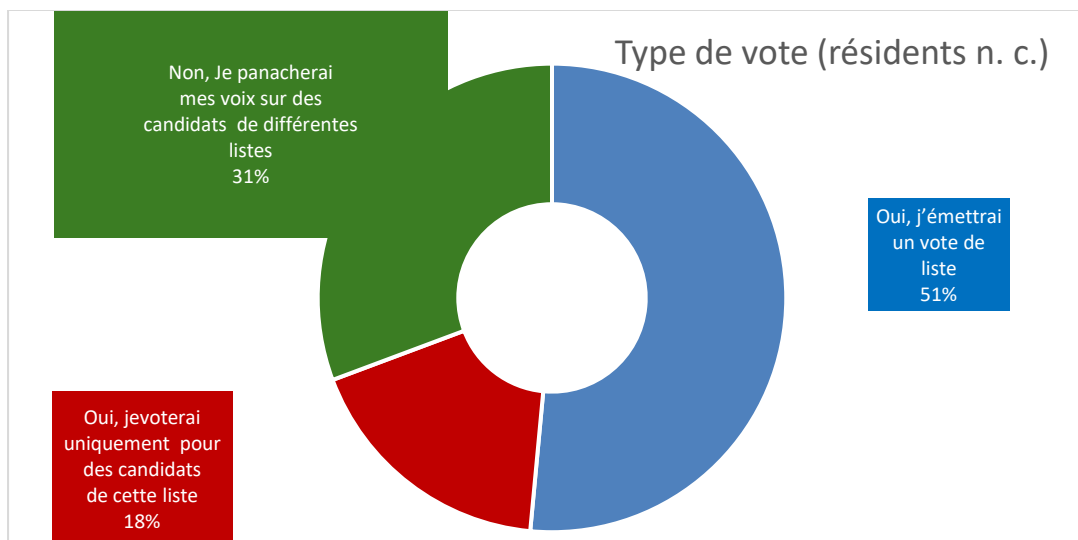




Type de vote

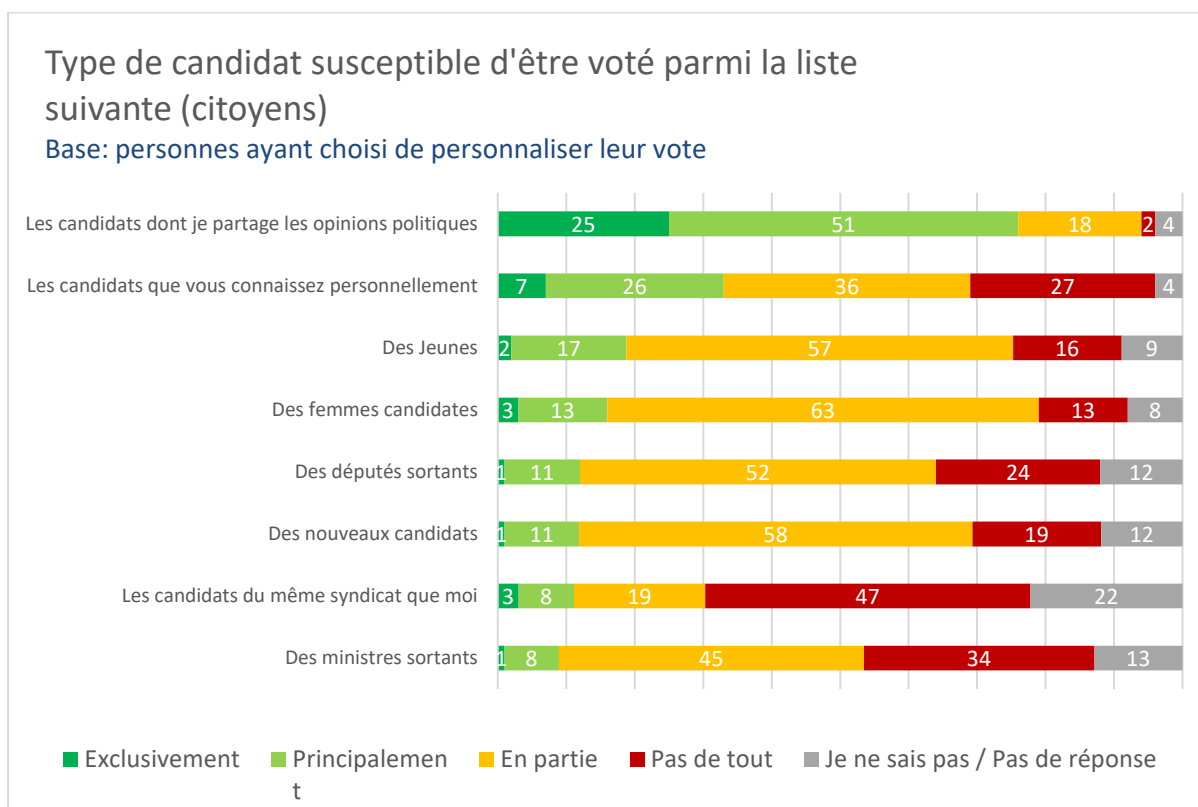
Le type de vote est quasi isomorphe entre les citoyens luxembourgeois et les concitoyens. Le vote de liste progresse fortement aux européennes de 2024 (plus de 10 points par rapport aux européennes de 2019).



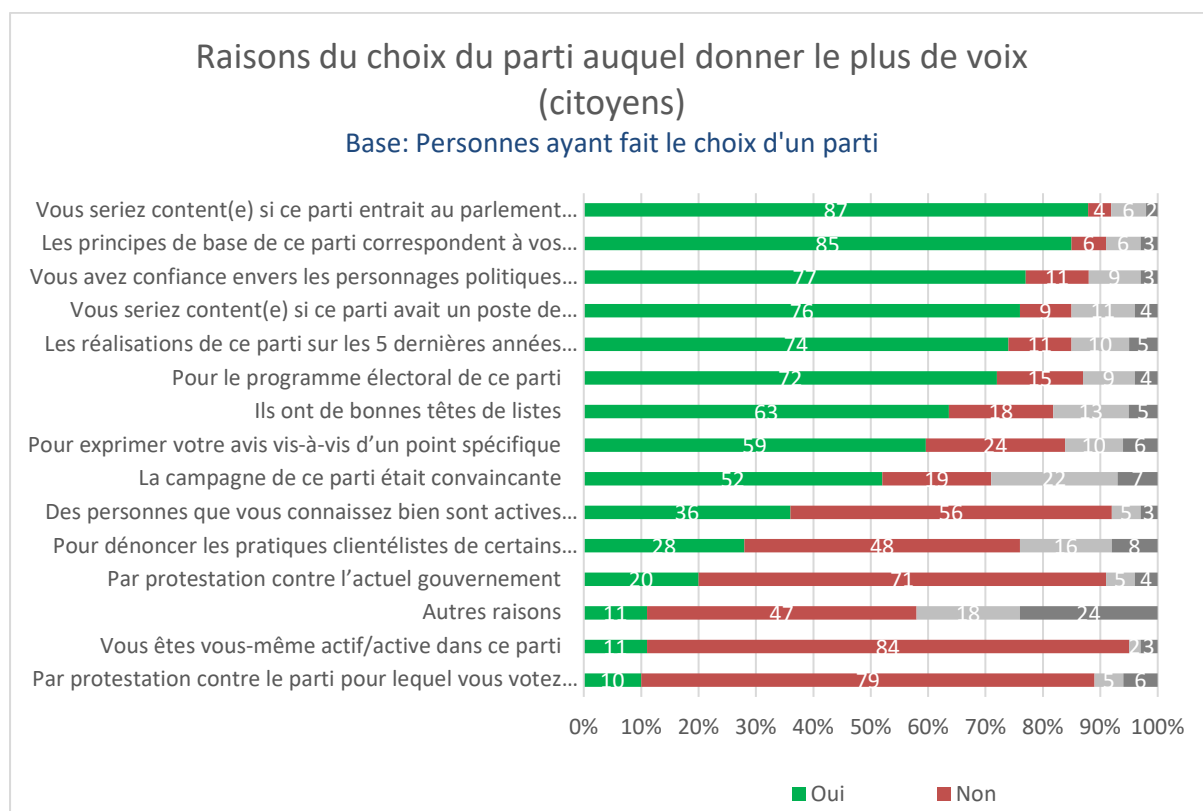


Motivations du vote

Le déterminant du vote principal est l'identification personnelle politique à un candidat et ses positionnements politiques (plus de 75% des citoyens luxembourgeois le font ainsi). Les rencontres personnelles avec les candidats jouent également un rôle relativement important dans la formulation des préférences de vote. Il y a également plus de volonté de voter pour les femmes, les jeunes candidats et les nouveaux candidats que pour les députés sortants.



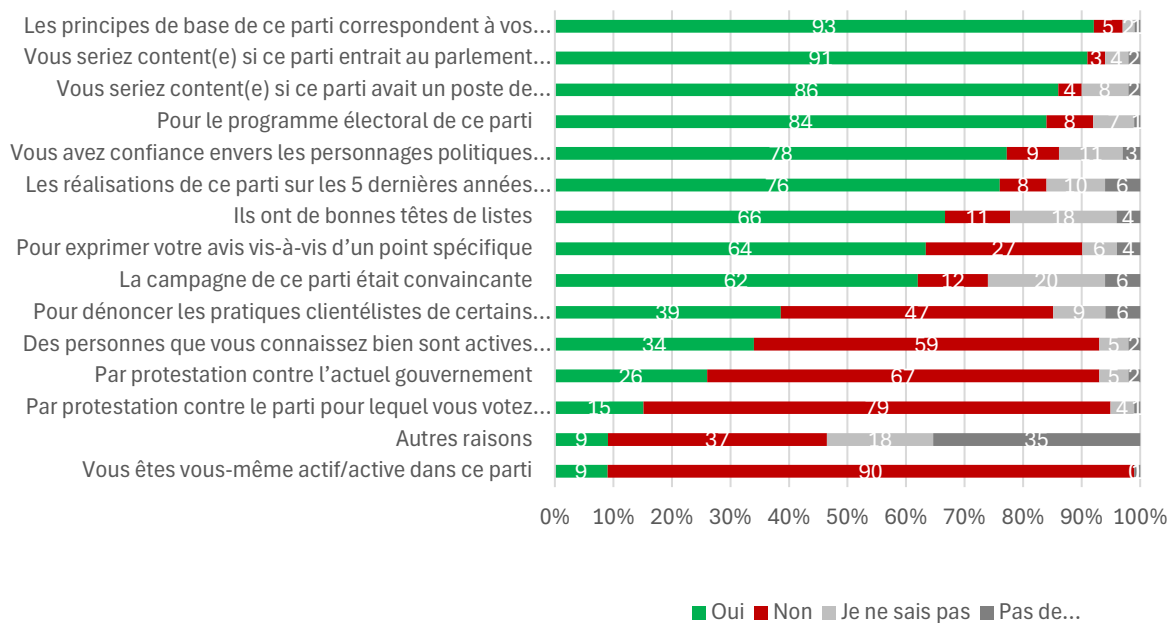
Le déterminant du vote se construit également dans la loyauté partisane tant dans la représentation du parti au Parlement européen que l'adhésion aux principes de base pour les citoyens luxembourgeois et les concitoyens. Les résidents non-citoyens sont plus enclins à se positionner dans une logique d'identification à culture politique que les citoyens luxembourgeois. Par rapport aux résultats de Polindex 2023 qui portaient sur les élections nationales du 8 octobre, en 2024, les citoyens considèrent à nouveau comme étant le plus important que leur choix préféré obtienne des sièges au Parlement européen (87%), suivi des convictions basées sur les valeurs (85%). La protestation contre le parti politique habituellement préféré ou contre le gouvernement actuel est d'une faible importance lors de cette élection (10% et 20% respectivement).



En comparaison, les résidents non-citoyens considèrent que les principes fondamentaux du parti choisi sont alignés avec leurs valeurs (93%), suivis de la préférence du parti choisi pour obtenir un siège (ou des sièges) au Parlement européen. Formuler une préférence de vote en protestation contre le gouvernement est légèrement plus élevé chez les résidents non-citoyens que chez les citoyens (26% contre 20% respectivement).

Raisons du choix du parti auquel donner le plus de voix (résidents n. c.)

Base: Personnes ayant fait le choix d'un parti



41% des électeurs luxembourgeois qui voteraient « blanc » ou qui s'abstiendraient le font par manque de confiance dans le personnel politique et pour les concitoyens aussi par la non-inscription sur les listes électorales. La migration des votes préférentiels entre les européennes de 2019 à 2024 montrent à la fois une reproduction des cultures politiques, une volatilité importante du corps électoral et des isomorphies électorales entre les centres droits, les centres gauches et les gauches.

VI Synthèse

Remarqué déjà dans Polindex 2023, le déplacement « matérialiste » de l'électorat, c'est-à-dire le fait que les préoccupations économiques et sociales l'emportent sur toutes autres considérations environnementales, sociétales et/ou institutionnelles, se confirme dans Polindex 2024. Le logement demeure toujours la préoccupation politique essentielle la communauté des citoyens (de nationalité ou de résidence). Sur les dix items les plus cités, neuf sont « matérialistes » pour les Luxembourgeois et huit sont « matérialistes » pour les résidents non-citoyens (le pouvoir d'achat, la santé, de l'immigration, la sécurité, etc.).

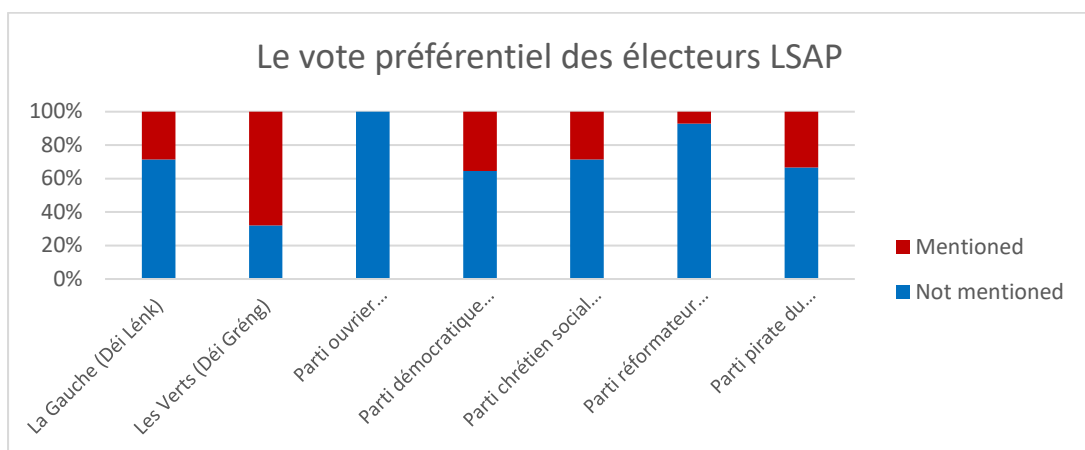
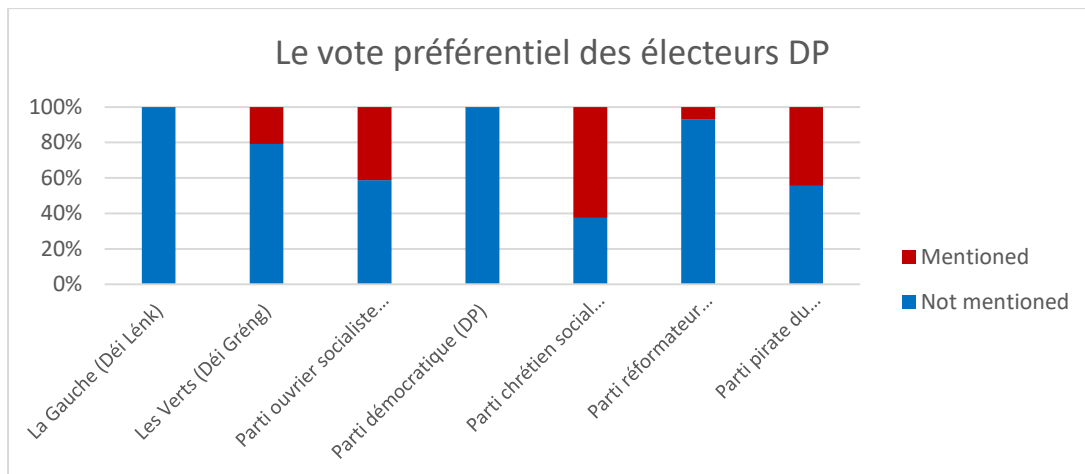
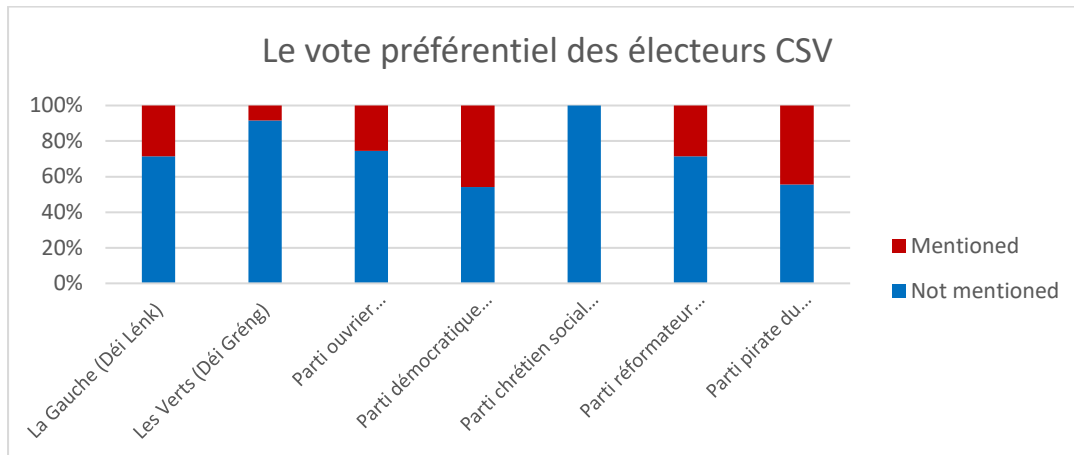
Le « déportement » vers le pôle « matérialiste » est plus accentué chez les résidents non-citoyens que chez les Luxembourgeois, même s'il est atténué en apparence pour les premiers par leur volonté grandissante d'exercer tous les droits politiques, y compris de voter aux élections législatives. Le seul thème « post-matérialiste » placé « haut » dans le chef du citoyen reste l'environnement et le changement climatique. Mais cela ne se traduit pas électoralement notamment pour les Verts qui resteraient en « convalescence électorale » dans Polindex 2024.

Les partis au gouvernement, les autres oppositions parlementaires et/ou les nouveaux partis apparus, semblent peu profiter de cette nouvelle configuration du système des valeurs des Luxembourgeois et des résidents non-citoyens. L'action du Gouvernement après six mois est, certes, jugée « positivement » mais, son taux de 5,3 sur 10 parmi les Luxembourgeois ne peut être considéré comme un « état de grâce ». Par rapport aux européennes de 2019, l'ADR progresserait ainsi que les Socialistes au regard des votes de liste qui par ailleurs augmenteraient de 8% de manière générale, signes d'une politisation et d'une réification des cultures politiques accrues. Lesdites dynamiques électorales ne seraient pas toutefois à l'origine de l'hypothétique nouvelle distribution des six sièges réservés au sein du Parlement européen pour le Luxembourg. Bien plus, la nouvelle répartition dépendrait de la capacité des Libéraux et/ou des Verts à attirer ou non un très grand nombre de votes préférentiels dans les cinq derniers jours précédant le scrutin comme ils l'avaient fait en 2019. Les Chrétiens sociaux progresseraient aussi qu'à cette condition. Il est à noter également que près de 36% du corps électoral n'a pas encore décidé sur quel parti ou candidat se portera ses suffrages une semaine avant le scrutin. C'est désormais le lot commun des démocraties européennes d'avoir plus d'un tiers d'indécis dans la dernière semaine électorale, nourri par ailleurs au Luxembourg que les problèmes identifiés comme étant les plus importants ne peuvent être résolus en premier lieu dans le chef du citoyen par aucun des partis concourant à l'élection du 9 juin 2024. Le Luxembourg n'est pourtant pas devenu une simple « démocratie d'émotion ». Pour preuve, la socialisation politique et la construction de l'opinion se font principalement à travers les canaux familiaux, amicaux et les médias professionnels de l'information.

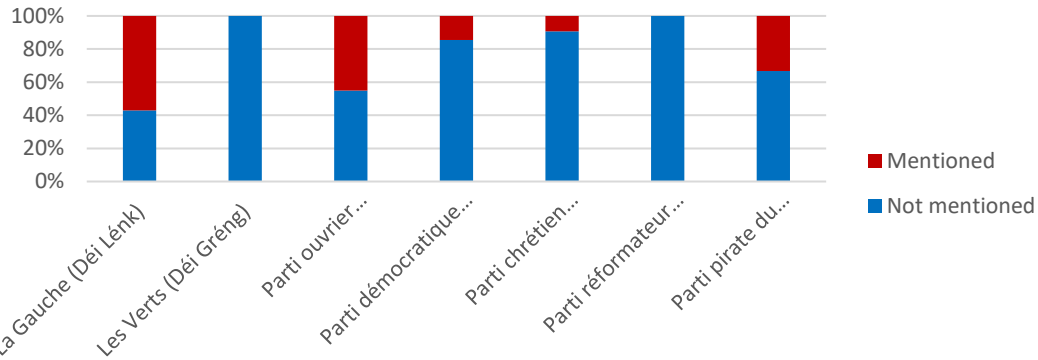
Si la communauté des citoyens demeure très attachée à la démocratie représentative, sa confiance est plus grande au niveau national qu'au niveau européen. La communauté des citoyens, sans être souverainiste, exige une meilleure répartition des compétences entre l'Union et les États-membres Sur certaines politiques comme la fiscalité, la politique sociale ou bien encore l'éducation, ladite communauté souscrit plutôt à la coopération qu'à l'approfondissement à caractère « fédéral centralisateur ». L'électorat est aussi soucieux de cohésion sociale entre les régions d'Europe appliquée dans le cadre de la subsidiarité. Qui plus est, elle appelle à une meilleure responsabilisation politique de l'exécutif européen devant toutes les instances parlementaires, européenne et/ou nationales. La communauté des citoyens au Luxembourg demeure assurément très intéressée par les innovations concernant les politiques publiques qui pourraient être prises au niveau de l'Union européenne. Ce « désir d'Europe » relativement élevé par rapport à ses voisins est d'autant présent que la pérennité de la guerre en Ukraine et ses conséquences l'inquiète énormément.

Annexe

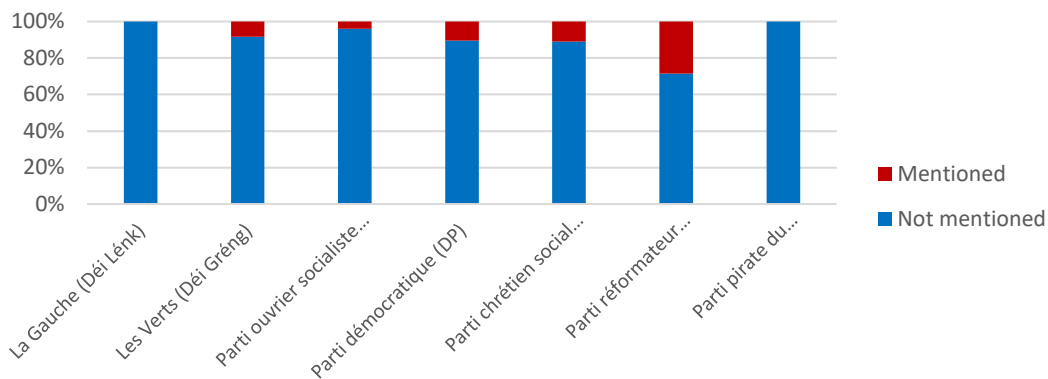
Vote préférentiel des électeurs des partis politiques respectifs



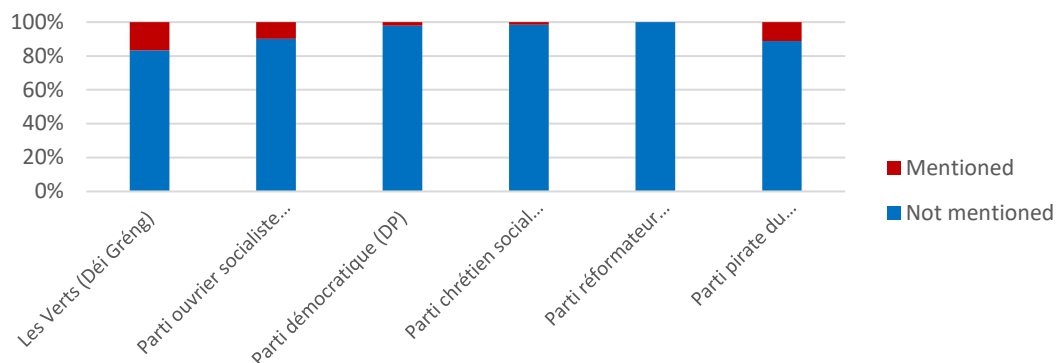
Le vote préférentiel des électeurs Déi Gréng

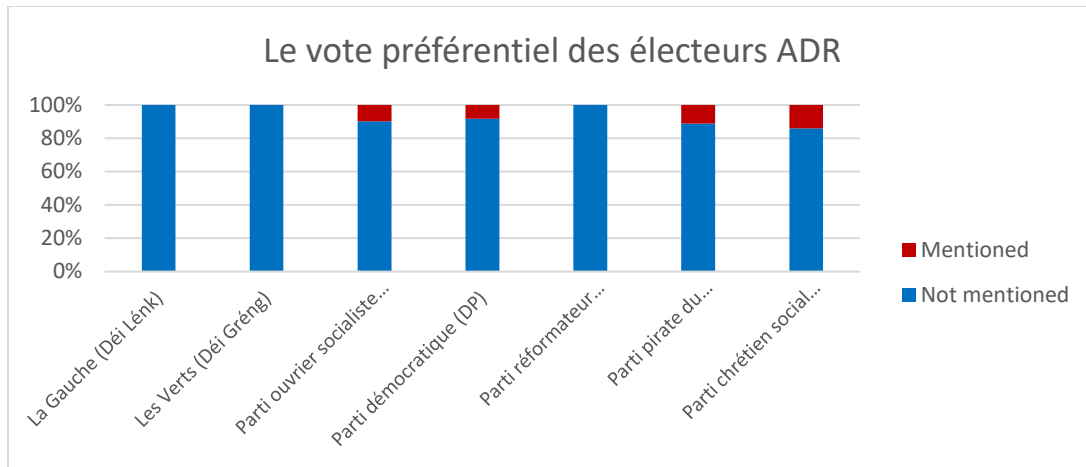


Le vote préférentiel des électeurs Piraten



Le vote préférentiel des électeurs Déi Lénk





Partenariat de recherche de POLINDEX

Chaire de recherche en études législatives

Depuis octobre 2011, la Chaire de recherche en études parlementaires a pour objectif de contribuer à la connaissance, à l'étude et au fonctionnement de la démocratie et du parlementarisme dans les processus décisionnels nationaux, européens et internationaux. La Chaire contribue aux activités de recherche dans les domaines des politiques publiques, de la sociologie politique, du droit parlementaire et constitutionnel, des études législatives européennes et de la politique comparée. Ses projets actuels et passés se concentrent sur :

- 1) Les parlements et les innovations constitutionnelles comparées ;
- 2) Le Parlement, les fonctions délibératives, le référendum et les pratiques de pétition ;
- 3) Les parlements, les politiques publiques et les bureaux d'évaluation scientifique ;
- 4) Le Parlement et la gouvernance économique au niveau national et européen ;
- 5) L'eupéanisation et l'internationalisation des normes d'organisation démocratique ;
- 6) Etudes sur les valeurs et élections.

Depuis septembre 2020, en partenariat avec Aix-Marseille Université, l'Université Babeş-Bolyai et l'Université Laval, la Chaire a créé le [Master en études parlementaires- Master in Legislative Studies](#), un programme pluridisciplinaire bilingue (anglais/français) unique de par le monde autour de la Loi et du Politique. Depuis octobre 2021, en partenariat avec [l'Assemblée parlementaire de la Francophonie](#), qui regroupe plus de 90 assemblées législatives dans le monde, la Chaire développe des projets de formation et de recherche dans les domaines suivants : démocratie numérique, numérisation du Droit, diplomatie parlementaire, éthique et déontologie parlementaire, législation comparée, parlementarismes multi-niveaux.

ILRES

Depuis sa création en 1978, l'ILRES travaille en étroite collaboration avec ses clients nationaux (secteurs public et privé) et internationaux en tant que société d'information sur les marchés, afin d'élaborer des stratégies de prise de décision efficaces et de comprendre et d'établir des relations saines et durables avec leurs populations cibles. Pour conseiller au mieux ses clients et leur fournir les informations essentielles sur le marché, elle peut s'appuyer sur l'expérience acquise grâce à des centaines d'études réalisées pour des clients issus de tous les secteurs économiques et sociaux.

Équipe de recherche de l'Observatoire du Politique (POLINDEX)

- Prof. Dr Philippe POIRIER Titulaire de la Chaire, responsable de l'étude - UNI.LU
- Dr Nadim FARHAT Chercheur en science politique - UNI.LU
- Dr Agnes DARABOS Chercheuse postdoctorale en science politique - UNI.LU
- Antonella DI PASQUALE *Chargé d'études Senior*/ Responsable de *MyPanel* - ILRES
- Claire POUMARAT Doctorante en science politique, boursière du Parlement - UNI.LU

Chaire de recherche en études parlementaires- Université du Luxembourg

Courriel/ Chaire : demos@uni.lu

Courriel/ Master : mep@uni.lu

Courriel/ Polindex : polindex@uni.lu